

La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois :

Une recherche exploratoire
de l'Institut du Nouveau Monde



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

On peut obtenir copie de ce document
en s'adressant au Centre de renseignements :

par courrier :

Centre de renseignements
Le Directeur général des élections du Québec
Édifce René-Lévesque
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5

par téléphone :

région de Québec : 418 528-0422
aucuns frais : 1 888 ELECTION (1 888 353-2846)

par télécopieur :

418 643-7291

par courrier électronique :

info@electionsquebec.qc.ca

On peut également consulter le site Internet du DGE :

www.electionsquebec.qc.ca

Rédaction :

Geneviève Baril
Directrice, développement des compétences et de la mobilisation citoyennes
Institut du Nouveau Monde
630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1030
Montréal (Québec) H3A 1E4
téléphone : 514 934-5999

Mise en page :

John Redmond

Table des matières

Remerciements	1
Avant-propos	3
L'Institut du Nouveau Monde	5
Résumé	7
1. Une revue sommaire de littérature	7
Les déterminants de la participation électorale des jeunes	8
2. Un sondage auprès de jeunes Québécois	9
1 ^{re} partie : Participation électorale des jeunes – état des lieux	17
Précisions méthodologiques	17
Une tendance lourde et profonde	18
Motifs de la participation électorale pour l'ensemble de la population	21
Motifs de la participation électorale des jeunes	24
Faits saillants de l'état des lieux	29
2 ^e partie : Analyse du sondage réalisé par l'INM	33
Analyse des réponses aux questions fermées	34
Motifs justifiant le vote ou l'abstention des répondants	34
Visionnement du débat des chefs	35
Sources d'information consultées	35
Processus de socialisation politique	36
Enjeux interpellant les répondants	36
L'avis des répondants sur 19 mesures pour favoriser le vote	37
Faits saillants de l'analyse des réponses aux questions fermées	39

Analyse des réponses aux questions ouvertes	40
Pourquoi les jeunes votent-ils moins que leurs aînés ?	41
Le 1 ^{er} motif : Le désintérêt	42
Le 2 ^e motif : Le cynisme et le négativisme	46
Le 3 ^e motif : Les raisons personnelles et administratives	49
Le 4 ^e motif : Les changements d'attitudes et de valeurs	50
Faits saillants sur les motifs de la non-participation électorale des jeunes	54
Si vous aviez à convaincre des jeunes autour de vous de voter, que feriez-vous ?	55
1 ^{re} stratégie : Développer les compétences civiques des jeunes	56
2 ^e stratégie : Expliquer l'importance de voter	61
3 ^e stratégie : Mener des études pour mieux comprendre l'abstention au vote des jeunes .	67
4 ^e stratégie : Procéder à des réformes institutionnelles	67
5 ^e stratégie : Avoir recours aux médias sociaux et à Internet pour joindre les jeunes	68
Faits saillants sur ce qui devrait être fait pour augmenter le vote des jeunes	68
Quelles personnalités devraient être interviewées dans un vox pop?	69
Bibliographie	71

Annexe

Questionnaire du sondage sur la participation électorale des jeunes auprès des anciens participants des Écoles d'été l'INM	73
--	----

Graphique

Graphique 1 : Estimations de la participation initiale électorale des canadiens en pourcentage par cohorte d'électeurs et élection générale fédérale	7
--	---

Tableaux

Tableau 1 : Les mesures d'éducation civique susceptibles d'augmenter le vote des jeunes ayant reçu le plus haut niveau d'appui dans le sondage de l'INM	11
Tableau 2 : Récapitulatif de l'analyse des réponses au sondage concernant les principaux motifs d'abstention et les stratégies d'action pour les contrer	15
Tableau 3 : Estimations de la participation électorale des Canadiens par cohorte d'électeurs et élection générale fédérale	18
Tableau 4 : Présentation d'éléments de définition pour les trois types de facteurs influant sur la participation (et la non-participation) électorale	21
Tableau 5 : Présentation des échelles mesurant l'ancrage du vote et celui de l'abstention	23
Tableau 6 : Estimations du taux de participation par province et territoire selon la population en âge de voter, élection générale fédérale de 2008	24
Tableau 7 : Présentation des dix-neuf mesures pour favoriser une plus grande participation électorale des jeunes au Québec par catégorie et niveau d'adhésion	38
Tableau 8 : Présentation des personnalités suggérées par les répondants pour le vox pop par catégorie d'appartenance	70

Remerciements

Je tiens à remercier un certain nombre d'individus engagés activement à favoriser la participation électorale des jeunes, sans lesquels le présent travail de réflexion n'aurait pu devenir ce qu'il est devenu. Je pense d'abord à trois personnes du Forum jeunesse de l'île de Montréal, Marie-Hélène Croteau, Marie-Laure Landais et Akos Verboczy, qui m'ont accordé généreusement de leur temps à deux reprises et qui m'ont grandement orienté sur le plan de ma recherche documentaire. Je pense aussi à André Blais qui, à six heures du matin, a aimablement accepté de me parler par « Skype » à partir de l'Australie. Notre conversation m'a permis de valider et d'améliorer les questions du sondage que nous avons mené dans la deuxième moitié du mois d'octobre 2011 et auquel plus de 200 jeunes de 18 à 34 ans ont répondu. Je profite d'ailleurs de l'occasion pour remercier chacun d'entre eux non seulement pour le temps consacré, mais aussi pour la qualité des réponses et des réflexions données. Celles-ci m'ont grandement inspiré dans l'élaboration de la proposition de stratégies visant à favoriser la participation électorale des jeunes. Je tiens également à remercier Henry Milner pour l'entretien de près de trois heures qu'il m'a accordé. J'ai intégré plusieurs de ses remarques méthodologiques dans l'analyse des résultats du sondage. De plus, plusieurs des recommandations de la proposition de stratégies ont été inspirées de nos échanges ou de la lecture de ses récents travaux de recherche. Je remercie aussi tous mes collègues de travail pour leur soutien et leur participation à un atelier de discussion sur la participation électorale des jeunes, lequel a nourri à maints égards ma réflexion. Enfin, un remerciement tout spécial à Benjamin Cerantola pour la mise en ligne du sondage et son soutien technologique ainsi qu'à Paule Gagnon et Michel Venne pour leur accompagnement et leur soutien tout au long de cette démarche de réflexion.

Avant-propos

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) a confié à l'Institut du Nouveau Monde (INM) le mandat de réfléchir à une stratégie de mobilisation électorale pour favoriser le vote des jeunes lors des prochaines élections au Québec.

Pour y arriver, l'INM a d'abord cherché à comprendre les raisons expliquant la diminution de leur participation électorale en procédant à une synthèse des principaux écrits sur la question. Pour compléter cette analyse, l'INM a procédé à un sondage auprès d'un échantillon de jeunes de 18 à 34 ans ayant participé à ses écoles d'été au cours des dernières années.

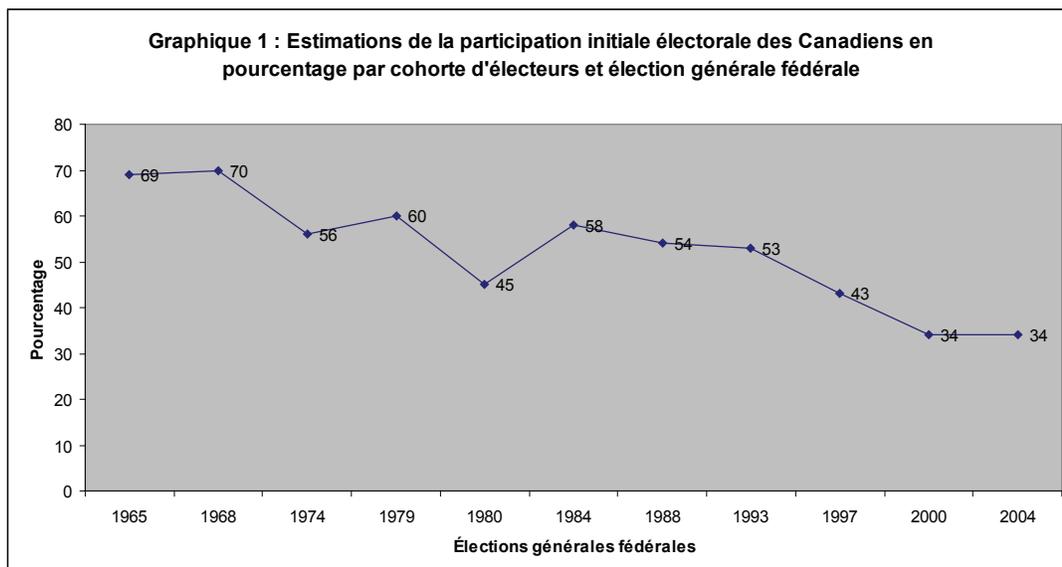
L'Institut du Nouveau Monde

L'Institut du Nouveau Monde (INM) est la référence en participation citoyenne au Québec. C'est un organisme non partisan dont la mission est de favoriser la participation citoyenne et de renouveler les idées au Québec. Fondé en 2003, l'INM est lauréat en 2005 du prix Claire-Bonenfant du gouvernement du Québec pour les valeurs démocratiques et l'éducation civique. L'INM organise chaque été une École de citoyenneté pour les jeunes (cette activité a été désignée en 2010 comme l'une des trois meilleures pratiques d'éducation civique au Canada par l'Institut pour la citoyenneté canadienne, et elle est reconnue par la Commission canadienne de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)). Il préside des dialogues entre citoyens et experts (les Rendez-vous stratégiques de l'INM), publie annuellement *L'état du Québec*, promeut et soutient l'entrepreneuriat social et l'innovation sociale avec son programme « À go, on change le monde! » et propose plusieurs programmes destinés à l'information, à la délibération et à la mobilisation des citoyens dans le contexte de ses propres initiatives, mais également pour des organismes publics et privés qui sollicitent ses services. Depuis septembre 2009, l'INM a pris en charge les portails Web Parole citoyenne et Citizen Shift et, depuis 2010, il coorganise à Montréal, les Assemblées mondiales de CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne.

Résumé

1. Une revue sommaire de littérature

Le déclin de la participation électorale des jeunes Canadiens est une tendance lourde et profonde comme en témoigne le graphique ci-dessous. Si les 18-34 ans ont toujours voté dans une proportion moindre que leurs aînés, on observe depuis les années 1980 un phénomène inquiétant : la diminution constante et significative du taux de participation électorale initiale, c'est-à-dire la diminution de la participation des membres d'une nouvelle cohorte d'électeurs appelés à voter pour la première fois. En effet, ce taux est passé de 70 % dans les années 1960, puis à 50 % et à 40 % dans les années 1980 et 1990 et à tout juste un peu plus de 30 % en 2004.



Source : Blais et Loewen (2011), *La participation électorale des jeunes au Canada*, p. 15.

Cette tendance est préoccupante non seulement pour le présent, mais également pour l'avenir, car si les jeunes votent davantage à mesure qu'ils vieillissent, ils sont si peu nombreux à le faire au départ qu'on doit s'attendre à ce que le taux de participation général diminue. À cet égard, il ne fait aucun doute selon les experts que la diminution de ce taux aux élections générales fédérales canadiennes – passant de 75 % à 61 % de 1945 à 2000 – est principalement due à la diminution du taux de participation initiale.

La littérature consultée, en particulier les études d'Élections Canada, nous donne des indications sur les principaux déterminants de la participation (et de la non-participation) électorale des jeunes, que nous exposerons ci-dessous, mais d'aucuns conviennent qu'il est impératif d'approfondir notre compréhension du phénomène en menant une enquête nationale d'envergure et des études à la fois quantitatives et qualitatives à chaque scrutin.

Cela étant dit, les données disponibles pointent toutes dans la même direction : l'une des avenues les plus prometteuses pour lutter efficacement contre le déclin de la participation électorale des jeunes est d'augmenter le taux de participation électorale initiale.

C'est pourquoi nous soutenons qu'une stratégie globale dont l'objectif est de renverser la tendance doit viser prioritairement le public cible se composant des 16-21 ans – c'est-à-dire les jeunes sur le point d'acquérir le droit de vote ou de voter pour la première fois. C'est la raison pour laquelle les mesures d'éducation civique en 4^e et 5^e secondaire, au collégial et au premier cycle universitaire occupent une place centrale dans la stratégie que nous proposons. Avant de la présenter, résumons d'abord les principaux constats se dégageant de la littérature consultée.

Les déterminants de la participation électorale des jeunes

De l'état des connaissances actuelles sur la participation électorale des jeunes de 18 à 34 ans, nous retenons que si certaines caractéristiques sociodémographiques – dont l'âge, le niveau de scolarité et le lieu de naissance – ont une certaine incidence sur la décision de voter, trois facteurs politiques exercent une influence déterminante :

- concevoir l'exercice du droit de vote comme un devoir;
- être intéressé par la politique;
- être informé au sujet de la politique.

Les facteurs qui incitent à ne pas voter invoqués par les jeunes ne sont pas directement l'envers de ceux qui les motivent à participer. Les deux principales raisons de l'abstention des 18-34 ans sont le désintérêt envers la politique et le fait d'être trop occupé. Le troisième motif d'abstention diffère selon la sous-catégorie d'âge : les 18-24 ans invoquent des problèmes liés à l'inscription sur la liste électorale alors que les 25-34 ans mentionnent des raisons relevant du cynisme. Le cynisme semble apparaître plus tardivement comme motif d'abstention que les autres facteurs analysés.

Si l'on compare ces motifs de la participation (et de la non-participation) électorale avec ceux évoqués par les cohortes d'électeurs plus âgés, on observe des similitudes, mais aussi des distinctions.

À l'instar de leurs aînés, les jeunes votent principalement par sens du devoir civique. Toutefois, les raisons de ne pas voter diffèrent selon les groupes d'âge : les 35 à 54 ans invoquent principalement des raisons relevant du cynisme – notamment le fait de n'aimer aucun des enjeux électoraux, aucun des candidats et aucun des partis politiques ou le manque de confiance envers ceux-ci. Les 55 ans et plus invoquent plutôt des raisons d'ordre personnel, notamment le fait de se trouver hors de la circonscription ou le fait d'avoir des problèmes de santé. Il est intéressant de noter que le cynisme comme motif d'abstention gagne en importance avec l'âge. Dit autrement, il semble que plus on vieillit, plus on est susceptible de devenir cynique envers la politique...

En résumé, selon la littérature consultée, les principaux déterminants de la participation électorale des 18-34 ans sont la conception de l'exercice du droit de vote comme un devoir, l'intérêt pour la politique et l'information à son sujet.

2. Un sondage auprès de jeunes Québécois

Aucune étude n'a été réalisée spécifiquement sur la participation électorale des jeunes Québécois. Nous avons d'ailleurs indiqué précédemment l'importance d'en faire. Dans le but de proposer une stratégie pour augmenter le vote des jeunes, nous avons voulu aller chercher leur point de vue. Dans le présent mandat, à défaut de les avoir consultés à l'occasion d'une vaste enquête nationale, nous avons sondé les anciens participants des Écoles d'été de l'INM âgés de 18 à 34 ans; 209 ont répondu au sondage.

Notre démarche est éminemment exploratoire dans le sens où notre échantillon est constitué de jeunes plus intéressés par la politique et informés à son sujet que la moyenne. Il n'est donc pas représentatif de l'ensemble de la jeunesse québécoise. Malgré tout, le point de vue qu'ils expriment est précieux, car, appartenant à la génération de citoyens qui votent le moins, les répondants sont susceptibles de percevoir certains facteurs pouvant expliquer l'abstentionnisme élevé chez les jeunes et de proposer des moyens qui leur parlent, qui leur ressemblent, qui les atteignent.

L'éducation civique pour lutter contre le désintérêt

De l'analyse de leurs réponses, nous retenons que si les jeunes s'abstiennent en si grand nombre de voter, c'est principalement à cause d'un manque d'intérêt envers la politique (ce qui confirme les conclusions de la littérature consultée), lequel est largement tributaire d'un manque d'éducation civique.

[...] L'éducation citoyenne est absente des programmes pédagogiques... on ne nous apprend pas comment notre système fonctionne, on ne nous apprend pas quel est le pouvoir du citoyen dans une démocratie représentative. On ne nous apprend pas l'art du débat. [...] On ne nous apprend pas assez jeune à se forger une opinion, un point de vue, à l'argumenter, à l'étayer, à l'articuler...

[...] Les gens ne peuvent pas être des électeurs éclairés s'ils ignorent dans quelle structure politique ils vivent. Ils sont souvent incapables de répondre à des questions simples : Dans quel comté est-ce que je réside? C'est quoi la différence entre la Chambre des communes et l'Assemblée nationale?

Ainsi, méconnaissant le fonctionnement de la vie démocratique québécoise – notamment ses systèmes politique et électoral – et le rôle du citoyen au sein de celle-ci, ne disposant pas des connaissances et des compétences nécessaires pour effectuer un choix éclairé entre les candidats et ne saisissant pas le lien entre la politique et leur vie de tous les jours, plusieurs jeunes ne voient pas l'intérêt de voter et, encore moins, l'incidence que peut avoir leur vote sur l'issue du scrutin.

Tableau 1 : Les mesures d'éducation civique susceptibles d'augmenter le vote des jeunes ayant reçu le plus haut niveau d'appui dans le sondage de l'INM

Mesures d'éducation civique susceptibles d'augmenter le vote des jeunes	Niveau d'appui en %
Accorder une plus grande place à l'éducation civique à l'école primaire et secondaire.	96
Organiser des simulations parlementaires au secondaire, au cégep et à l'université.	89
Organiser dans les cégeps et les universités des activités de débats entre les candidats.	88
Rencontrer et échanger avec les élus.	87
Organiser des simulations d'élections dans les écoles secondaires.	84
Créer un cours obligatoire au cégep sur les systèmes politique et électoral québécois et canadien.	76

Ce premier constat amène une majorité de répondants à proposer des mesures visant à développer les compétences civiques des jeunes. Autrement dit, à faire de l'éducation civique une priorité. Le tableau ci-dessus présente celles qui se démarquent par le niveau d'appui recueilli.

Une réforme du mode de scrutin pour que chaque vote compte

Outre la méconnaissance, le désintérêt envers la politique est également alimenté par la perception chez certains que leur vote est inutile, car l'issue du scrutin dans leur circonscription est connue d'avance ou leur candidat n'a aucune chance de remporter la victoire.

Notre voix n'est pas prise en compte lorsque nous votons pour un tiers parti.

C'est à cause du mode de scrutin qui ne considère pas nos votes en tant que tels. Le mode de scrutin majoritaire devrait être remplacé par un mode de scrutin mixte ou proportionnel.

Pour cette raison, très nombreux sont les répondants à croire qu'un mode de scrutin introduisant des éléments de proportionnalité serait susceptible d'augmenter le vote des jeunes. À ce sujet, cette mesure a reçu un fort appui, soit 84 %.

Des arguments pour convaincre les cyniques

Outre le désintérêt, les répondants montrent du doigt le cynisme envers la politique pour rendre compte de la non-participation électorale des jeunes. On réfère ici à la désillusion, au désabusement et à la perte de confiance envers les politiciens et les partis politiques, au fait que tous les partis se ressemblent et que les politiciens vivent dans une tour d'ivoire, au sentiment d'impuissance et, enfin, aux médias qui alimentent ce cynisme.

[...] Lorsque les mots « scandale », « fraude », « manipulation », « mafia », « mensonges », « insultes », « renversement d'alliance » [...] « corruption de masse », etc., sont le lot quotidien des journaux, de la télévision, de la radio et d'Internet, il ne faut pas s'étonner que le rejet de la politique soit automatique.

Ainsi, pour contrer le cynisme ambiant, les répondants soutiennent qu'il faut expliquer en quoi voter est important. Les principaux arguments qu'utiliseraient à cette fin les jeunes que nous avons sondés sont les suivants :

- le vote n'est pas seulement un droit, mais aussi un devoir et un privilège;
- plusieurs millions de gens à travers le monde se battent au péril même de leur vie pour obtenir ou exercer ce droit;
- il n'y a pas si longtemps, les femmes ainsi que les Premières nations et Inuits n'avaient pas le droit de vote au Québec;
- voter comporte des retombées positives tant sur le plan individuel que collectif : cet acte peut être vu comme une source de valorisation individuelle, car le votant contribue à quelque chose qui le dépasse ou encore comme une forme d'expression, de participation ou même d'implication au sein de la collectivité.

Voter est une forme d'implication au même titre que d'acheter des produits locaux.

À ceux qui considèrent que leur vote n'a pas de poids, les répondants suggèrent de leur servir ces arguments :

- si tous les jeunes se présentaient aux urnes, cela inciterait les partis politiques à se préoccuper davantage des enjeux qui les interpellent tels l'éducation et l'environnement. Cet argument est également repris par les tenants du vote obligatoire qui soutiennent qu'en obligeant les citoyens à voter, dont les jeunes, on incite très fortement les partis politiques à tenir compte de leurs préoccupations. À ce sujet, mentionnons qu'un peu moins des deux tiers (62 %) des répondants ont appuyé cette idée;

- un vote massif des jeunes pourrait même modifier l'issue du scrutin;
- dans un système où les partis politiques reçoivent du financement public, chaque vote compte, puisque chacun permet une rétribution au parti politique auquel il est accordé.

[...] Un vote annulé envoie un message plus fort que de ne pas voter.

Si chacun additionne sa voix, on peut influencer.

Si les gouvernements voyaient les jeunes voter, peut-être qu'ils ne sabreraient pas autant dans les budgets d'éducation et ne hausseraient pas les frais de scolarité...

Le pourcentage de jeunes qui ne votent pas est suffisamment élevé pour faire pencher la balance.

À ceux qui ne votent pas parce qu'ils ne se reconnaissent ni dans les partis politiques ni dans les élus, ni dans le système électoral actuel, les répondants les invitent à s'impliquer, à créer leur propre parti et à se porter candidat afin que la politique leur ressemble. Les répondants font également valoir que s'abstenir de voter équivaut à laisser aux autres le pouvoir de décider de notre avenir et à abdiquer son droit de se plaindre une fois l'élection passée. Enfin, quelques répondants ont recours à des arguments plus alarmistes mettant en relief les conséquences très négatives d'un abstentionnisme généralisé, dont l'impunité des élus.

Des bureaux de vote dans les cégeps et les universités ainsi que le vote électronique

Outre le désintérêt et le cynisme, les répondants évoquent des raisons d'ordre personnel et administratif pour expliquer l'abstention au vote des jeunes – notamment la grande mobilité des jeunes (les déménagements fréquents), le temps à consacrer à s'inscrire sur la liste électorale ou même à voter et le fait de se trouver hors de la circonscription au moment du scrutin.

C'est pourquoi ils proposent dans un premier temps de permettre aux étudiants fréquentant un établissement d'enseignement postsecondaire situé à l'extérieur de leur circonscription d'origine d'y voter : cette mesure a d'ailleurs recueilli le deuxième niveau d'appui en importance dans le sondage, à savoir 95 %. Dans un deuxième temps, les répondants suggèrent de permettre le vote électronique : cette mesure a reçu un niveau d'appui important, soit 80 %.

La participation citoyenne pour recréer le lien social

En dernier lieu, les répondants font allusion à des changements d'attitudes et de valeurs autant sur le plan individuel que collectif pour rendre compte du déclin de la participation électorale des jeunes.

Les répondants réfèrent à des changements survenus dans le processus de socialisation politique des jeunes tant sur le plan de l'entourage immédiat (la famille, au premier chef) qu'à celui des modes d'information et de communication (l'avènement du Web 2.0 et des médias sociaux). Les répondants évoquent aussi l'individualisme ambiant, les valeurs néolibérales, la société de consommation et la pensée instrumentale. Quelques-uns avancent que les jeunes perçoivent le vote davantage comme un choix plutôt que comme un devoir et qu'ils s'engagent différemment, ce qui pourrait les amener à boudier les formes traditionnelles de participation politique, dont la participation électorale. Enfin, certains font des liens entre l'abstentionnisme élevé chez les jeunes et la perte de sens et de repères communs dans la société.

Ainsi, de l'avis de la très forte majorité des répondants (91 %), il importe plus que jamais de renforcer le lien social pour redéfinir ces repères collectifs. Pour ce faire, ils estiment urgent de valoriser et d'encourager la participation citoyenne. La littérature démontre d'ailleurs que plus un jeune s'engage dans des activités politiques traditionnelles (partis politiques) comme non traditionnelles (boycottage, manifestation, occupation, etc.), plus il est susceptible de voter. Non seulement la participation citoyenne favorise-t-elle le renforcement du lien social, elle soutient également la participation électorale.

Les médias sociaux et Internet, la panacée?

À la suite de l'analyse des réponses, nous avons été étonnés du très faible nombre de répondants qui ont fait allusion à des techniques de mobilisation virtuelles pour augmenter le vote des jeunes. Ce constat a été confirmé par la faiblesse relative des niveaux d'appui des mesures virtuelles comparativement à celles liées à l'éducation civique évoquées précédemment.

En effet, « mener une campagne de sensibilisation électronique dans les réseaux sociaux » et « mettre en ligne un site Internet du type « Politique 101 » » ont reçu respectivement 68 % et 54 % comparativement à 96 % pour « accorder une plus grande place

à l'éducation civique à l'école primaire et secondaire » et à 88 % pour « organiser dans les cégeps et les universités des activités de débats entre les candidats ». Un tel constat porte à réflexion. Les médias sociaux et Internet ne seraient peut-être pas la panacée en matière de participation électorale des jeunes...

Une campagne publicitaire et un vox pop, oui mais...

Un autre élément mérite d'être soulevé, le niveau d'appui encore plus faible accordé par les répondants aux deux mesures de sensibilisation suivantes : « produire une campagne publicitaire télévisuelle » (48 %) et « un vox pop avec des personnalités » (46 %) sur l'importance de voter. Cela ne signifie pas que les répondants estiment que ces mesures n'ont pas leur place. Le message que nous retenons est plutôt que ces mesures doivent venir appuyer les efforts d'éducation civique.

Au sujet du vox pop à proprement parler, nous avons dégagé un palmarès des personnalités à interviewer à partir des réponses données : Marie-Mai, Louis-José Houde, Laure Waridel, Samian, Régine Chassagne, Georges Saint-Pierre, Biz, et Steven Guilbault.

Tableau 2 : Récapitulatif de l'analyse des réponses au sondage concernant les principaux motifs d'abstention et les stratégies d'action pour les contrer

Motifs d'abstention	Stratégies d'action
Désintérêt	Faire de l'éducation civique une priorité. Réformer le mode de scrutin en introduisant des éléments de proportionnalité.
Cynisme	Expliquer l'importance de voter. Rendre le vote obligatoire. Susciter la participation politique.
Personnel et administratif	Permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université. Permettre le vote électronique.
Changements d'attitudes et de valeurs	Valoriser et encourager la participation citoyenne.

En somme, pour augmenter le vote des jeunes, les répondants soutiennent qu'il faut d'abord s'attaquer à leur désintérêt pour la politique en faisant de l'éducation civique une priorité et en intégrant des éléments de proportionnalité au mode de scrutin actuel.

Il faut ensuite combattre le cynisme envers la politique en servant des arguments convaincants et en encourageant la participation politique. Rendre le vote obligatoire est une mesure qui reçoit un bon niveau d'appui.

Il faut également faciliter administrativement l'accès au vote en permettant aux étudiants de voter dans leur établissement d'enseignement postsecondaire et en permettant le vote électronique.

Enfin, il faut s'attaquer à l'individualisme ambiant en valorisant et en encourageant la participation citoyenne sous toutes ses formes.

Outre ces stratégies d'action, nombreux ont été ceux qui ont recommandé que l'on étudie davantage le phénomène de la non-participation électorale des jeunes en interrogeant les principaux intéressés : ceux qui ne votent pas.

Le tableau 2 récapitule les principaux motifs d'abstention soulevés par les répondants et les stratégies d'action qu'ils proposent pour les contrer.

1^{re} partie : Participation électorale des jeunes – état des lieux

Précisions méthodologiques

Avant toute chose, il importe d’apporter quelques précisions méthodologiques relativement à la recension des écrits sur la participation électorale des jeunes que nous vous présenterons dans quelques instants. Outre l’étude de Gélinau et Morin-Chassé (2009)¹ – qui recense les motifs de la participation électorale et de l’abstention au vote au scrutin provincial québécois de 2008, et ce, pour l’ensemble de la population – « très peu de textes scientifiques ont été écrits à propos de scrutins québécois durant la période de temps [s’échelonnant] de 1990 à [2005]² ». Qui plus est, aucun ne s’attarde spécifiquement aux motifs de la participation (et de la non-participation) électorale des jeunes aux élections générales provinciales québécoises.

Conséquemment, pour établir l’état des lieux, nous n’avons eu d’autre choix que de nous tourner vers les études réalisées par Élections Canada depuis le début des années 2000, en particulier vers celle d’André Blais et Peter Loewen (2011)³ et celle de Jon H. Pammett et Lawrence LeDuc (2003)⁴. Au sujet de ces dernières, mentionnons que la première est la seule étude quantitative que nous avons recensée portant exclusivement sur la participation électorale des jeunes à des scrutins fédéraux canadiens et que la seconde « est la seule enquête d’envergure au Canada qui explore les déterminants individuels de la participation et qui comporte un nombre égal de votants (960) et de non-votants (960) »⁵.

¹ Gélinau, François et Alexandre Morin-Chassé, *Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008, Étude réalisée pour le Directeur général des élections du Québec, Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, Numéro 1, Novembre 2009, 65 pages.

² Duval, Dominic. *Études électorales. Recension des écrits sur la participation électorale*, Directeur général des élections du Québec, 2005, p. 4.

³ Blais, André et Peter Loewen, *Participation électorale des jeunes au Canada*, Élections Canada, Janvier 2011, 30 p.

⁴ Pammett, Jon H. et Lawrence LeDuc, *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants*, Élections Canada, 2003, 75 p.

⁵ Gélinau et Morin-Chassé, op. cit., p. 3.

En somme, cette stratégie – consistant à faire reposer notre état des lieux de la participation électorale des jeunes Québécois sur une revue de littérature en grande partie canadienne – nous a semblé pertinente dans la mesure où les jeunes Québécois de 18 à 34 ans sont également appelés à exercer leur droit de vote aux élections fédérales canadiennes. Faute d'étude proprement québécoise sur la question, cela constituait donc un pis-aller. Entamons sans plus attendre l'état des lieux.

Une tendance lourde et profonde

Il semble que les jeunes électeurs, c'est-à-dire les 18-34 ans, ont toujours voté dans une proportion moindre que les plus âgés. Toutefois, depuis les années 1980, on observe une diminution significative et constante de la participation électorale de ces électeurs.

Blais et Loewen (2011) ont construit un modèle leur permettant de comparer le taux de participation électorale initiale des diverses cohortes d'électeurs qui se sont succédé depuis les années 1960 au Canada. Nous avons reproduit ci-dessous le tableau présentant les estimations de la participation électorale par cohorte d'électeurs pour chacune des élections fédérales de 1965 à 2008.

Tableau 3 : Estimations de la participation électorale des Canadiens par cohorte d'électeurs et élection générale fédérale⁶

Cohorte d'électeurs	Élections fédérales												
	1965	1968	1974	1979	1980	1984	1988	1993	1997	2000	2004	2006	2008
1965	69	71	71	79	75	82	84	85	81	78	79	80	76
1968		70	71	80	75	83	85	85	82	79	80	81	77
1972			60	71	65	75	78	79	75	72	73	75	70
1974			56	68	62	73	76	77	74	70	72	74	69
1979				60	54	66	70	72	68	64	66	68	63
1980					45	57	62	64	61	57	59	62	56
1984						58	63	65	62	58	60	63	58
1988							54	57	53	50	53	56	50
1993								53	49	46	49	52	47
1997									43	40	43	47	42
2000										34	37	41	36
2004											34	38	34

Source : Blais et Loewen (2011), *La participation électorale des jeunes au Canada*, p. 15.

⁶ Remarque : Blais et Loewen ont utilisé des données provenant des Études électorales canadiennes effectuées pour toutes les élections de 1965 à 2008, à l'exception des élections de 1972. Chaque cellule représente la probabilité qu'une personne appartenant à une cohorte en particulier vote à des élections précises.

L'analyse des données du tableau ci-dessus révèle que « [d]ans les années 1960, environ 70 % des membres d'une nouvelle cohorte votaient aux premières élections pour lesquelles ils étaient admissibles. En 2004, ce taux n'était que d'un peu plus de 30 %⁷. »

La diminution de la participation électorale chez les plus jeunes cohortes d'électeurs est donc **une tendance lourde et profonde** et tout semble indiquer que celle-ci s'accroîtra au cours des prochaines années si aucune réforme institutionnelle, politique publique ou mesure n'est mise de l'avant.

Les taux de participation des générations d'électeurs qui ont acquis le droit de vote au cours des deux dernières décennies, en particulier depuis 1993, sont considérablement plus faibles que ceux des générations précédentes. Bien que les effets du « cycle de vie » contribuent à augmenter le faible taux de participation initiale de toutes les générations, ils n'ont pas amené les nouveaux électeurs des années Mulroney ou Chrétien aux niveaux de ceux de l'ère Trudeau. Même ces derniers, maintenant dans la quarantaine ou la cinquantaine, votent à des niveaux moindres que leurs aînés. Le déclin de la participation électorale au Canada constitue une tendance profonde depuis des générations, et il faudra plus que des mesures à court terme et à petite échelle pour la renverser⁸.

Selon les études que nous avons consultées, la diminution constante du taux de participation initiale observée chez les nouveaux électeurs, passant de 70 % dans les années 1960, puis à 50 % et à 40 % dans les années 1980 et 1990, est la **principale cause de la diminution du taux de participation général aux élections**. Celui-ci est passé, pendant la période de 1945 à 2000, de 75 % à 61 %.

Blais et Loewen (2011) et Pammett et Leduc (2003) soulignent que **cette diminution n'est pas propre au contexte canadien** : la participation électorale est en baisse dans beaucoup d'autres pays industrialisés. À titre d'exemple, en France et au Royaume-Uni, les taux de participation électoraux sont passés respectivement de 80 % à 60 % et de 73 % à 51 % de 1945 à 2001 alors qu'aux États-Unis (présidentielles), ce taux est passé de 96 % à 63 % de 1965 à 2001⁹.

⁷ Blais et Loewen, op. cit., p. 15.

⁸ Pammett et LeDuc, op. cit., p. 74.

⁹ *Ibid.*, p. 5.

Cela dit, cette tendance est préoccupante non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir, car « **si les jeunes sont plus susceptibles de voter à mesure qu'ils vieillissent, ils sont si peu nombreux à le faire au départ qu'on doit s'attendre à ce que le taux de participation général diminue**¹⁰. » Pour préserver notre démocratie, il paraît donc urgent de déceler les principales raisons de l'abstention au vote chez les plus jeunes cohortes d'électeurs afin de proposer des mesures efficaces pour renverser la tendance.

Les causes de cette diminution sont à la fois multiples et méconnues. La littérature nous donne quelques éléments de réponse que nous exposerons dans quelques instants, mais **d'aucuns conviennent que nous en savons encore trop peu sur ce phénomène et ils recommandent très fortement que des enquêtes d'envergure et des études soient réalisées à chaque scrutin.**

Pour orienter les futurs travaux de recherche, Blais et Loewen (2011) proposent quatre hypothèses partant du postulat suivant : des **changements sociodémographiques** et des **changements d'attitudes et de valeurs** se sont opérés chez les plus jeunes citoyens. La première hypothèse relève de la première catégorie de changements et postule « **l'arrivée tardive à la maturité** » alors que les trois autres sont liées à des changements d'attitudes et de valeurs envers les **partis politiques, le devoir civique et l'information politique.**

[II] se peut que les gens aient aujourd'hui besoin de plus de temps pour atteindre une certaine « maturité ». Les gens se marient, ont des enfants et achètent une maison à un âge plus avancé, ce qui signifie qu'il leur faut plus de temps pour s'engager dans leur milieu.

[...] Les cohortes récentes sont moins susceptibles de développer un sentiment d'appartenance à l'un ou l'autre des partis.

[...] Les jeunes générations seraient moins portées que les générations précédentes à considérer le vote comme un devoir civique.

[...] La nature changeante de l'information politique, tant dans la façon de la communiquer que dans la façon de l'obtenir, engendre une génération de citoyens qui sont socialisés politiquement d'une manière différente des générations précédentes (Milner, 2010). Combiné à un niveau inférieur « d'alphabétisme civique », ce facteur pourrait entraîner une baisse des taux de participation électorale¹¹.

¹⁰ *Idem.*

¹¹ Blais et Loewen, op. cit., p. 19.

D'après nos lectures et le sondage que nous avons mené et dont les résultats seront présentés plus loin, mais aussi d'après le fait que nous avons côtoyé quelques milliers de jeunes Québécois depuis 2004 grâce à nos Écoles d'été et d'hiver, ces quatre hypothèses, sans permettre d'expliquer à elles seules les causes de la diminution de la participation électorale des jeunes, méritent à notre avis toute notre attention et elles devraient très certainement alimenter les prochains travaux de recherche sur la question.

Motifs de la participation électorale pour l'ensemble de la population

La littérature s'intéressant aux facteurs influant sur la participation (ou la non-participation) électorale les regroupe au sein de trois grands ensembles : les facteurs socio-démographiques, les facteurs politiques et les facteurs personnels et administratifs. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de ce que chacun de ces facteurs désigne en règle générale.

Tableau 4 : Présentation d'éléments de définition pour les trois types de facteurs influant sur la participation (et la non-participation) électorale

Facteurs	Éléments de définition
Sociodémographiques	Âge, niveau de scolarité, revenu, lieu de naissance, etc.
Politiques	Intérêt pour la politique, connaissance à son sujet, cynisme, conception du vote, attitudes liées à la campagne électorale et au système électoral, etc.
Personnels et administratifs	Trop occupé, hors de la circonscription, problème d'inscription, etc.

Ce qui ressort de toutes les études réalisées sur la participation électorale que nous avons consultées est que **l'âge est le facteur le plus déterminant** pour prédire la décision de voter ou de s'abstenir.

Profil du votant

Au-delà de l'âge, voici le **profil du votant** qui se dégage des études consultées : avoir de l'intérêt pour la politique, percevoir le vote comme un devoir civique, croire que son vote peut faire la différence, être déjà inscrit sur la liste électorale, être scolarisé, avoir un revenu supérieur à 20 000 \$, être né au Canada ou avoir immigré depuis plus de 10 ans, être établi dans une localité, avoir été joint par un parti politique ou un candidat pendant la campagne électorale et souhaiter appuyer un candidat qui attire sa sympathie.

Ce profil corrobore celui de Gélinau et de Morin-Chassé (2009) à une différence près : outre l'âge, le principal facteur motivant la participation électorale n'est pas le fait d'avoir de l'intérêt pour la politique, mais plutôt de concevoir cet exercice comme un devoir. Cette observation va autant pour les jeunes électeurs que leurs aînés.

Par sens du devoir civique, on entend généralement ceci :

[L]e sentiment que la participation est bonne en soi, ou contribue à la santé générale de la société, et ne nécessite pas de justification pratique. Celui qui vote par devoir n'a pas besoin d'être attiré aux urnes par une brochette attrayante de candidats, de partis ou de politiques, ni par une course serrée qui donnerait plus de poids à son vote. L'électeur consciencieux motivé par le devoir civique estime que l'exercice du droit de vote est important en soi¹².

Gélinau et Morin-Chassé (2009) établissent un lien entre le fait de concevoir le vote comme un devoir civique et la pression sociale que les jeunes subissent de la part des parents et des amis, ce qui conduit les auteurs à parler d'un processus de socialisation de l'électeur. Plus précisément, ils avancent que « le devoir de voter des jeunes [est] en quelque sorte en cours d'ancrage. Cette interprétation du vote chez les jeunes place l'environnement social au cœur de la construction du devoir de voter¹³. » N'ayant pas exploré davantage cette hypothèse, ils suggèrent que des recherches futures s'y attardent.

Cette hypothèse (processus de socialisation de l'électeur et construction du devoir de voter chez les jeunes) ainsi que leur enquête amènent Gélinau et Morin-Chassé à postuler l'existence d'un certain ancrage du vote et de l'abstention et à proposer deux échelles pour mesurer ces phénomènes. Le tableau 5 les présente.

Ces échelles ont le mérite de regrouper et de hiérarchiser les principales raisons justifiant la décision de voter ou de s'abstenir de le faire permettant, ainsi une meilleure compréhension du phénomène et la désignation de domaines d'intervention ciblés.

¹² *Ibid.*, p. 38.

¹³ Gélinau, François et Alexandre Morin-Chassé, *Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008, Étude réalisée pour le Directeur général des élections du Québec*, Cahiers de recherche électorale et parlementaire, Numéro 1, Novembre 2009, p. 21.

Tableau 5 : Présentation des échelles mesurant l’ancrage du vote et celui de l’abstention

Échelle mesurant l’ancrage du vote	Échelle mesurant l’ancrage de l’abstention
Voter par principe.	Ne pas voter en raison d’ennuis techniques ou circonstanciels.
Voter par volonté d’influencer les choses.	Ne pas voter en raison du contexte politique de la campagne.
Voter par support.	Ne pas voter parce qu’il y a trop d’élections.
Voter par habitude.	Ne pas voter en raison de la nature des institutions (une critique du système électoral).
Voter par pression sociale.	Ne pas voter par principe.

Source : Gélinau et Morin-Chassé (2009)

Profil du non-votant

Enfin, terminons la présente section par la présentation des facteurs exerçant une influence sur la décision de s’abstenir de voter. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les données compilées par Statistique Canada à la suite de la dernière élection générale fédérale, soit celle du 2 mai 2011. Voici par ordre d’importance **les principales raisons pour lesquelles les Canadiens n’ont pas voté** : ne pas être intéressé (28 %), être trop occupé (23 %), être à l’extérieur de la ville ou absent (10 %), être malade ou éprouver une incapacité (9 %), ne pas aimer les candidats ou les enjeux de la campagne (8 %), avoir oublié de voter (4 %) et ne pas être inscrit sur la liste électorale (4 %).

En somme, nous retenons qu’outre le facteur de l’âge, trois principaux motifs exercent une influence déterminante dans la décision de voter ou de s’abstenir : avoir de l’intérêt ou non envers la politique, concevoir ou non le vote comme un devoir et être ou non trop occupé. Rappelons que les données présentées dans cette section concernaient la population dans son ensemble. Voyons maintenant plus spécifiquement les motifs pour lesquels les jeunes votent ou s’abstiennent de le faire afin de déterminer s’il y a des différences.

Motifs de la participation électorale des jeunes

L'âge : un facteur déterminant

Les études se penchant sur la participation électorale des plus jeunes cohortes d'électeurs (18-24 ans et 25-34 ans) démontrent que **l'âge est toujours un facteur déterminant**. La plus jeune cohorte d'électeurs vote généralement moins que celle qui la précède et il en va de même jusqu'à l'âge de 75 ans. Prenons à titre d'exemple l'élection générale fédérale de 2008. Nous avons reproduit ci-dessous le tableau d'Élections Canada présentant les estimations du taux de participation par province et territoire selon la population en âge de voter.

Tableau 6 : Estimations du taux de participation par province et territoire selon la population en âge de voter, élection générale fédérale de 2008

Lieu	Jeunes 18-24		Groupe d'âge							Tous
	18-20,5	20,5-24	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74	75+	
Canada	35,6	38,5	37,4	48,0	53,9	59,7	65,6	68,4	67,3	56,5
Terre-Neuve-et-Labrador	31,7	36,3	34,4	42,4	48,3	51,9	55,9	50,8	44,2	48,1
Île-du-Prince-Édouard	44,7	53,8	50,1	63,5	73,3	73,7	80,5	79,0	72,1	71,0
Nouvelle-Écosse	40,6	43,3	42,3	47,1	52,7	61,2	70,6	74,9	70,6	59,5
Nouveau-Brunswick	35,4	49,9	44,2	59,7	59,8	63,8	66,1	73,9	77,1	62,9
Québec	49,2	45,2	46,8	53,5	61,3	66,7	65,8	66,3	66,5	61,3
Ontario	32,4	35,2	34,1	47,5	52,2	57,2	66,0	68,9	71,7	55,5
Manitoba	20,4	31,2	26,9	41,5	48,5	58,1	71,4	76,6	64,7	54,1
Saskatchewan	27,9	30,3	29,3	40,9	55,1	60,8	71,9	80,6	67,9	56,8
Alberta	29,5	33,7	32,2	38,6	46,5	54,9	63,5	68,0	57,5	49,4
Colombie-Britannique	33,5	42,7	39,2	49,8	52,6	57,4	62,2	66,0	63,0	55,4
Yukon	31,3	40,8	37,0	49,8	55,4	68,3	70,6	70,1	68,4	59,3
Territoires du Nord-Ouest	16,0	23,2	20,3	40,3	46,7	56,6	53,3	56,7	40,0	44,2
Nunavut	13,4	26,2	20,8	38,9	47,0	52,3	58,5	69,6	66,5	42,0

Source : Élections Canada, *Estimation du taux de participation par groupes d'âge à l'élection générale fédérale de 2008*, p. 9.

D'abord, l'analyse des données confirme que plus l'électeur vieillit, plus il est susceptible de voter. À titre d'illustration, **pour l'ensemble du Canada, les 18-24 ans et les 65-74 ans ont respectivement voté à 37,4 % et à 68,4 %**. Ensuite, on observe un écart moindre que précédemment, mais tout de même significatif, entre les taux de participation des deux plus jeunes cohortes d'électeurs. **Pour l'ensemble du Canada, les 18-24 ans et les 25-34 ans ont respectivement voté à 37,4 % et à 48 %**. Enfin, si l'on subdivise la première cohorte d'électeurs afin de distinguer les nouveaux électeurs des jeunes déjà admissibles, on observe encore une fois un écart, mais de moindre ampleur cette fois-ci : 35,6 % des nouveaux électeurs se sont prévalus de leur droit de vote alors que 38,5 % des jeunes admissibles l'ont fait. Bref, l'âge demeure un facteur déterminant même au sein des deux plus jeunes cohortes d'électeurs.

Le tableau 6 présente aussi les données par province et territoire. À cet égard, on observe que les taux de participation des deux plus jeunes cohortes d'électeurs au Québec dépassent largement ceux pour l'ensemble du Canada. En effet, **les jeunes électeurs québécois ont voté respectivement à 46,8 % (18-24 ans) et à 53,5 % (25-34 ans)**. Si l'on prend le cas de la plus jeune cohorte d'électeurs au Québec, son taux de participation est supérieur de près de 10 points de pourcentage à la moyenne nationale (37,4 %). Seule la plus jeune cohorte de l'Île-du-Prince-Édouard la devance avec un taux de participation de 50,1 %.

Ces données n'étonnent guère le politologue Henry Milner. Elles confirment plutôt sa thèse stipulant qu'il y a une **corrélation entre compétence civique et participation électorale**. Milner (2010) démontre que les jeunes Québécois sont plus informés politiquement que leurs homologues canadiens et que leurs aînés.

Not only are young Quebeckers more politically informed (4.10 average answers correct out of 10) than their peers in the rest of Canada (3.55), but unlike other Canadians and U.S. young people, the young Quebeckers are more politically informed than their elders (3.88)¹⁴.

Pour expliquer cette politisation plus grande des jeunes Québécois, Milner avance l'idée d'un environnement scolaire plus politisé où l'on demande de la part des élèves de suivre davantage l'actualité politique pour atteindre les exigences académiques.

¹⁴ Milner, Henry, *The Internet Generation : Engaged Citizens or Political Dropouts*, Tufts University Press, 2010, p. 110.

In the student's responses to the first question in the table 9.1, about whether any of their classes require them to keep up with politics or government through the media, there is a clear contrast between the responses of the Francophone and Anglophone Canadian students, with 66 percent of the former, but only 46 percent of the latter, answering yes¹⁵.

Ce constat peut sembler paradoxal, car le programme de l'école secondaire québécoise ne comporte pas de cours obligatoire dédié spécifiquement à l'éducation civique, contrairement à l'Ontario.

Cela dit, même si le taux de participation électorale des jeunes Québécois est légèrement plus élevé qu'ailleurs au pays, il ne devrait pas nous dispenser de passer à l'action. À cet égard, Milner rappelle que ce taux demeure relativement faible et beaucoup moins élevé que ceux observés dans certains pays scandinaves et européens. Pourtant, ceux-ci ont jugé la situation suffisamment critique pour mettre en place des politiques publiques et des réformes institutionnelles pour renverser la tendance¹⁶.

Permettez-nous une dernière remarque quant à l'écart observé entre la participation électorale des jeunes Québécois et celle des jeunes Canadiens. Notre incapacité à l'expliquer vient appuyer une fois de plus l'idée de mener des études particulières sur le comportement électoral des jeunes Québécois, et ce, à chaque scrutin.

Profil des jeunes votants

Outre l'âge, les deux autres **caractéristiques sociodémographiques** ayant le plus d'incidence sur la décision de voter chez les 18-24 ans et les 25-30 ans au Canada sont le **niveau d'instruction** et le **lieu de naissance**.

Les gens qui ont fait des études postsecondaires sont plus susceptibles, à 52 %, de voter que ceux qui n'en ont pas fait, tandis que les gens nés au Canada sont plus susceptibles, à 61 %, de voter que ceux qui sont nés à l'étranger¹⁷.

Toutefois, André Blais et Peter Loewen (2011) constatent que les **facteurs politiques**, particulièrement **l'intérêt** pour la politique et **l'information** à ce sujet, **influencent encore plus la décision de voter ou de s'abstenir**.

¹⁵ *Ibid.*, p. 181.

¹⁶ Pour en savoir plus, consultez les travaux de Henry Milner et en particulier son plus récent ouvrage publié en 2010, *The Internet generation : Engaged Citizens or Political Droupouts*.

¹⁷ Blais et Loewen, *op. cit.*, p. 12.

La décision de voter ou de ne pas voter est intimement liée au degré d'intérêt et d'information d'une personne. Les personnes qui se disent moyennement ou très intéressées par la politique en général (47 % des 18-24 ans et 61 % des 25-30 ans) sont plus susceptibles de voter. En fait, elles ont 88 % plus de chances de voter que les jeunes qui disent ne pas être intéressés par la politique. Le degré d'information sur la politique a aussi une très grande incidence. Chez les personnes qui estiment être moyennement ou très informées sur la politique (48 % des jeunes de 18 à 24 ans et 59 % des jeunes de 24 à 30 ans), le taux probable de participation aux élections est 89 % plus élevé que chez ceux qui sont peu informés¹⁸.

Trois autres facteurs politiques jouent un rôle prépondérant en matière de participation électorale des jeunes Canadiens : le **débat des chefs**, la **participation à d'autres activités politiques** et l'**usage d'Internet pour s'informer**. Pour chacun de ces facteurs politiques, Blais et Loewen observent des écarts significatifs entre les votants et les abstentionnistes, tant chez les 18-24 ans que chez les 25-30 ans.

[...] Chez les jeunes de 18 à 24 ans, l'écart de participation entre ceux qui ont regardé le débat et ceux qui ne l'ont pas regardé est de 24 points de pourcentage. Il est à peu près équivalent (24 points de pourcentage) chez les jeunes de 25 à 30 ans¹⁹.

Chez les jeunes de 18 à 24 ans, l'écart entre ceux qui ont participé à d'autres activités [politiques telles que la participation à une manifestation, à une occupation et à un boycottage ou à la signature d'une pétition] et ceux qui ne l'ont pas fait est de 16 points de pourcentage. Cet écart est moins important chez les 25 à 30 ans, mais il atteint tout de même 11 points de pourcentage²⁰.

Chez les plus jeunes [les 18-24 ans], l'écart de participation entre ceux ayant obtenu de l'information sur Internet et les autres est de presque 16 points de pourcentage. Ce taux atteint 26 points de pourcentage chez les 25 à 30 ans²¹.

Ainsi, contrairement à une certaine croyance populaire, la diminution de la participation électorale des jeunes ne serait pas attribuable à des formes nouvelles d'engagement. La littérature consultée semble plutôt démontrer l'inverse : plus un jeune citoyen s'implique, autant dans des activités traditionnelles que non traditionnelles, plus il est susceptible de voter.

¹⁸ *Ibid.*, p. 13.

¹⁹ *Ibid.*, p. 10.

²⁰ *Ibid.*, p. 11.

²¹ *Ibid.*, p. 12.

It establishes that in most of the mature industrial democracies, young people nowadays vote, and think it important to vote, at lower levels than did their parents and grandparents when they were young, and that unconventional political activity is not filling the gap left by the decline in conventional forms of participation²².

Ayant fondé leur étude sur les données de recensement, l'étude de Blais et Loewen n'a pas été en mesure de déterminer si le fait de concevoir le vote comme un devoir civique était un déterminant de la participation électorale des jeunes. Cela dit, au terme de leur analyse, ils suggèrent que des recherches futures vérifient l'hypothèse suivante : « [...] **les jeunes générations seraient moins portées que les générations précédentes à considérer le vote comme un devoir civique**²³. » Une telle hypothèse rejoint celle émise par Géliveau et Morin-Chassé concernant le processus de socialisation de l'électeur et la construction du devoir de voter présentée précédemment.

Profil des jeunes non-votants

Pammett et LeDuc relèvent trois grandes catégories de raisons justifiant l'abstention pour l'ensemble de la population canadienne : le désintérêt, le négativisme et les raisons personnelles et administratives. Or, les auteurs arrivent à un constat fort intéressant méritant toute notre attention :

Les répondants les plus jeunes (18-24 ans en 2000) exprimaient moins souvent des sentiments négatifs envers les candidats, les partis et les chefs que ceux des groupes plus âgés. Toutefois, ils invoquaient beaucoup plus de raisons personnelles ou administratives, en particulier qu'ils étaient trop occupés. Ils étaient aussi un peu plus susceptibles de rencontrer des problèmes d'inscription. Le niveau de désintérêt était aussi supérieur à la moyenne dans les deux groupes d'âge les plus jeunes (18-24 ans et 25-34 ans)²⁴.

Ainsi, si le **désintérêt** à l'égard de la politique semble être un facteur déterminant dans la décision de s'abstenir tant chez **les plus jeunes électeurs** que les plus âgés, Pammett et LeDuc constatent que les premiers semblent **moins enclins à avoir des attitudes négatives** à l'endroit des politiciens, c'est-à-dire à les considérer indignes de confiance, égoïstes, libres d'agir sans rendre de compte, peu crédibles, non fiables, etc. Dit autrement, la plus jeune cohorte d'électeurs (18-24 ans) serait moins cynique, moins désillusionnée, moins découragée, moins frustrée et moins désespérée à l'endroit des politiciens. Les auteurs notent que plus les électeurs vieillissent, plus ils sont susceptibles de développer de telles attitudes.

²² Milner, Henry. *The Internet generation...*, p. 27.

²³ Blais et Loewen, p. 12.

²⁴ Pammett et LeDuc, p. 18.

Les données présentées par Statistique Canada au lendemain du scrutin fédéral du 2 mai 2011 vont dans le même sens que les études précédentes quant aux principales raisons invoquées par les deux plus jeunes cohortes d'électeurs pour justifier l'absentéisme. Chez les **18-24 ans**, la raison la plus fréquemment invoquée était le **manque d'intérêt (30 %)**, venaient ensuite le fait d'être **trop occupé (23 %)** et le fait d'être **à l'extérieur de la ville ou absent (11 %)**. Chez les **25-34 ans** qui n'ont pas exercé leur droit de vote, viennent pratiquement à égalité le **manque d'intérêt (31 %)** et le fait d'être **trop occupé (30 %)**.

Un autre élément distingue la plus jeune cohorte d'électeurs (18-24 ans) de celles plus âgées : les **facteurs personnels et administratifs** exercent une plus grande influence dans la décision de voter ou de s'abstenir, particulièrement le fait de ne pas **être inscrit sur la liste électorale**. À l'égard de ce dernier facteur, Blais et Loewen arrivent au même constat.

Près du tiers (31,1 %) des non-votants de ce groupe [qui ont participé à l'enquête] ont affirmé que leur nom n'apparaissait pas sur la liste. Le nombre est aussi beaucoup plus élevé chez les votants de ce groupe d'âge (14,3 %) que dans toute autre catégorie d'âge²⁵.

Une stratégie de mobilisation électorale doit donc tenir compte de la question de l'inscription des nouveaux électeurs. La littérature démontre clairement que des améliorations pourraient être apportées et que celles-ci pourraient avoir un effet positif sur le taux de participation électorale initial.

Faits saillants de l'état des lieux

En somme, le déclin de la participation électorale des jeunes est une tendance lourde et profonde. Le taux de participation électorale initial des diverses cohortes d'électeurs qui se sont succédé depuis 1965 au Canada est passé d'environ 70 % à un peu plus de 30 % en 2004. Cette diminution constante du taux de participation initial observée chez les nouveaux électeurs est la principale cause de la diminution du taux de participation général aux élections fédérales canadiennes, lequel est passé de 1945 à 2000 de 75 % à 61 %.

²⁵ Ibid., p. 68.

Les causes du déclin de la participation électorale des jeunes sont à la fois multiples et méconnues. La littérature nous donne quelques éléments de réponse, mais d'aucuns conviennent que nous en savons encore trop peu et qu'il faudrait impérativement procéder à une enquête d'envergure et mener des études à chaque scrutin pour mieux comprendre le comportement électorale des jeunes Québécois et Canadiens.

En effet, rappelons que nous n'avons recensé qu'une seule étude sur les motifs de la participation électorale des Québécois – celle de Géliveau et Morin-Chassé (2009) – et qu'aucune ne s'attarde spécifiquement à ceux des jeunes Québécois. Pour cette raison, notre état des lieux a dû reposer principalement sur les études réalisées par Élections Canada. Cette stratégie nous semblait pertinente dans la mesure où les jeunes Québécois sont aussi appelés à exercer leur droit de vote aux élections fédérales canadiennes. Cela dit, même s'il existe plus de données sur la participation électorale des Canadiens aux élections générales fédérales, nous n'avons recensé qu'une seule étude sur la participation électorale des jeunes à ces élections...

De notre état des lieux, nous retenons ceci quant aux facteurs influant sur la participation électorale pour l'ensemble de la population en âge de voter : l'âge est le facteur le plus déterminant; viennent ensuite trois facteurs, lesquels sont énumérés par ordre d'importance : avoir de l'intérêt ou non envers la politique, concevoir ou non le vote comme un devoir et être ou non trop occupé.

Du côté des 18-34 ans, l'analyse des données confirme que plus l'électeur vieillit, plus il est susceptible de voter et que l'âge est un facteur déterminant même parmi les deux plus jeunes cohortes d'électeurs. À ce sujet, les données de l'élection générale fédérale canadienne de 2008 révèlent que les jeunes Québécois votent dans une plus grande proportion que leurs homologues du reste du Canada. Toutefois, la littérature actuelle n'est pas en mesure d'expliquer ce phénomène.

Outre l'âge, deux autres caractéristiques sociodémographiques ont une certaine incidence sur la décision de voter chez les 18-34 ans au Canada : le niveau d'instruction et le lieu de naissance. Toutefois, ce sont les facteurs politiques, particulièrement l'intérêt pour la politique et l'information à ce sujet, qui ont le plus d'influence sur la décision de voter. Il semble également que trois autres facteurs politiques ont une incidence positive : le visionnement du débat des chefs, la participation à d'autres activités politiques et l'usage d'Internet pour s'informer.

Au sujet des raisons les plus susceptibles de motiver l'abstention au vote des jeunes, on observe, à l'instar de leurs aînés, que le désintérêt envers la politique est un facteur déterminant tout comme le fait d'être trop occupé. Toutefois, la littérature démontre une distinction entre les plus jeunes cohortes d'électeurs et celles plus âgées : les premières sont moins enclines à être cyniques envers la politique. Un autre élément distinctif : ce sont les facteurs personnels et administratifs qui exercent une plus grande influence dans la décision de voter ou de s'abstenir chez les plus jeunes, particulièrement le fait de ne pas être inscrit sur la liste électorale.

Cela conclut notre état des lieux sur les connaissances actuelles au sujet de la participation électorale des jeunes Québécois. Nous vous proposons maintenant de présenter les résultats du sondage que nous avons réalisé en octobre 2011 et auquel 209 jeunes Québécois ayant participé à l'une ou l'autre de nos Écoles d'été ont répondu.

2^e partie : Analyse du sondage réalisé par l'INM

Dans le cadre du mandat confié par le Directeur général des élections du Québec, nous avons décidé de réaliser un sondage sur la participation électorale des jeunes auprès des anciens participants de nos Écoles d'été, et ce, pour trois raisons principales. Premièrement, à la suite de la recension des écrits, nous avons constaté qu'aucune étude n'a porté spécifiquement sur la participation électorale des jeunes Québécois. Deuxièmement, puisque de telles études ont été réalisées ailleurs, notamment au Canada, un tel sondage nous semblait utile pour confirmer, infirmer ou nuancer les principaux constats se dégageant de la littérature quant aux motifs justifiant le vote ou l'abstention des jeunes. Enfin, dans le contexte de l'élaboration d'une stratégie visant à augmenter la participation électorale des jeunes au Québec, nous estimions important de sonder les principaux intéressés.

Cela dit, nous sommes conscients des limites de notre démarche que nous qualifions d'emblée d'exploratoire. En effet, notre sondage a été envoyé à près de 2 000 jeunes ayant déjà participé à l'une ou l'autre de nos Écoles d'été. Ces jeunes font très certainement partie de la catégorie la plus intéressée par la politique et la plus informée à ce sujet. Par conséquent, il est plausible de croire que ceux et celles qui ont décidé de répondre à notre sondage le sont encore plus. Néanmoins, en vertu des raisons énumérées précédemment, nous sommes d'avis que le jeu en valait la chandelle.

Le sondage a été envoyé par courrier électronique le 14 octobre 2011 auprès de 1 967 destinataires. Ceux-ci sont d'anciens participants de nos Écoles d'été 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011. Un rappel a été effectué cinq jours plus tard, soit le 19 octobre. L'analyse des réponses a été effectuée le 26 octobre 2011, soit près de deux semaines après le premier envoi. Le sondage comportait vingt-cinq questions, dont trois ouvertes et il est présenté en annexe.

Au total, 209 jeunes âgés de 18 à 35 ans ont répondu au sondage, ce qui correspond à un taux de réponse de 11 %. Il va sans dire que nos résultats ne sont pas représentatifs de ce que pensent l'ensemble des jeunes qui ont participé aux Écoles d'été de l'INM depuis 2007. Néanmoins, nous verrons que leurs réponses ne sont pas dépourvues d'intérêt, bien au contraire.

Dressons rapidement le profil des répondants. Tout d'abord, nous observons une belle distribution selon le sexe, les deux groupes d'âge à l'étude et le lieu de résidence : 56 % et 44 % sont respectivement des femmes et des hommes, les 18-24 ans et les 25-34 ans représentent 44 % et 48 % des répondants et ceux-ci proviennent de toutes les régions administratives du Québec à l'exception de deux : le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Précisons qu'une majorité de répondants résident dans la région de Montréal (41 %), et la Capitale-Nationale (16 %) est la deuxième en importance. Concernant le lieu de naissance, 94 % des répondants sont nés au Canada, et une proportion équivalente a le français comme langue maternelle. Signalons que 3 % des répondants sont membres des Premières nations et Inuits. Ce résultat nous réjouit, mais il ne nous étonne guère, puisqu'entre 5 % et 10 % des participants de nos Écoles d'été sont issus des peuples autochtones. Enfin, les répondants sont très scolarisés. Ils détiennent pour la plupart soit un diplôme d'études collégiales (27 %), soit un diplôme de premier cycle universitaire (41 %), soit un diplôme de deuxième cycle universitaire (21 %).

Analyse des réponses aux questions fermées

Rappelons que l'un des objectifs du sondage était de confirmer, d'infirmer ou de nuancer les principaux constats que nous avons dégagés de la littérature, notamment au sujet des motifs justifiant le vote ou l'abstention des jeunes. Entamons sans plus attendre l'analyse des réponses.

Motifs justifiant le vote ou l'abstention des répondants

Une proportion équivalente des 18-24 ans et des 25-34 ans ont voté lors de la dernière élection fédérale tenue le lundi 2 mai 2011, soit 91 %, ce qui signifie que seulement 9 % des répondants n'ont pas voté. Au regard de notre échantillon de répondants, ces résultats ne nous étonnent guère et confirment ce que la littérature avance, notamment l'étude de Blais et Loewen (2011), à l'effet que l'intérêt pour la politique et l'information à ce sujet sont les principaux facteurs influant sur la participation électorale des jeunes.

Bien que notre échantillon de non-votants soit très peu représentatif, analysons tout de même brièvement les résultats. Les trois principales raisons justifiant leur abstention sont : être à l'extérieur de la ville (64 %), être mineur au moment du vote (21 %) et ne pas être inscrit sur la liste des électeurs (14 %). Ainsi, si nos répondants n'ont pas voté le 2 mai dernier à l'élection fédérale, c'est principalement parce qu'ils étaient à l'extérieur de la ville ou tout simplement mineurs à ce moment-là. Encore une fois, au regard de notre échantillon, il n'est guère étonnant de constater que parmi les principaux motifs invoqués pour justifier l'abstention, aucun n'est lié à des éléments attitudinaux concernant la campagne électorale et le système représentatif alors que c'est la situation inverse qui prévaut dans l'étude de Gélinau et Morin-Chassé. En effet, à la suite de leur étude des motifs de la participation électorale de la population québécoise au scrutin de 2008, les trois principaux motifs d'abstention qui se dégagent sont les suivants : penser qu'il y a beaucoup trop d'élections (58,7 %), être trop occupé par son travail (37,4 %) et n'aimer aucun candidat ou aucun des partis politiques (34,8 %).

Chez les votants, le principal motif invoqué pour justifier la décision d'aller voter est celui de considérer le vote comme un devoir (95 %). Viennent ensuite presque à égalité le fait de considérer que son vote peut faire la différence (79 %) et le fait d'aimer un parti, un chef ou un candidat (78 %). Ces résultats confirment ce que nous dit la littérature, notamment l'étude de Gélinau et Morin-Chassé, à savoir que le principal motif justifiant la décision de voter est le fait de considérer le vote comme un devoir. À cet égard, nous avons cherché à savoir si nos répondants considéraient le fait de voter principalement comme un choix ou un devoir et 76 % ont opté pour cette dernière conception (votants et non-votants confondus).

Visionnement du débat des chefs

Lors de la dernière campagne électorale fédérale, 64 % des répondants qui ont voté ont regardé le débat des chefs alors que seulement 14 % de ceux qui se sont abstenus l'ont fait. Ces résultats vont dans le sens de ce qu'avancent Blais et Loewen (2011) en ce que l'écoute du débat des chefs est un facteur pouvant prédire la participation ou la non-participation électorale.

Sources d'information consultées

Les principales sources d'information consultées en période électorale par les répondants sont, par ordre d'importance, les suivantes : les sites Internet de nouvelles et de

blogues (81 %), les bulletins de nouvelles télévisés et radiophoniques (78 %), les discussions avec l'entourage (69 %), les journaux papier (66 %), les réseaux sociaux tels Facebook et Twitter (44 %) et les colloques, événements et formations (25 %). On observe que les sites Internet de nouvelles et les blogues dépassent (de peu certes, mais tout de même) les bulletins de nouvelles télévisés et de radio, mais supplantent surtout les médias traditionnels tels les journaux papier. Ces résultats confirment l'hypothèse avancée par Blais et Loewen (2011) à la toute fin de leur étude stipulant que des changements s'opèrent sur le plan de la socialisation politique des plus jeunes cohortes d'électeurs, ce qui se répercute inévitablement sur la façon de communiquer l'information politique et de l'obtenir. Un tel constat va également dans le sens des travaux de Milner (2010).

Processus de socialisation politique

Poursuivons sur la question de la socialisation politique. Nous avons d'abord cherché à savoir si, pendant leur enfance, les répondants discutaient de politique et d'actualité à la maison : 55 % des votants âgés de 18 à 34 ans ont répondu « très souvent » ou « souvent » alors que 64 % des non-votants ont répondu « rarement ». Notre échantillon de non-votants n'étant pas significatif, il faut donc interpréter ces résultats avec précaution. Lorsqu'on leur demande s'ils ont, à présent, de telles discussions avec leur famille et leurs amis, les taux bondissent littéralement, et ce, tant chez les votants que les non-votants, lesquels ont affirmé en avoir très souvent ou souvent respectivement à 89 % et à 93 %. Il n'est guère étonnant de constater qu'ils se considèrent très ou modérément intéressés par la politique (89 %) et très ou modérément informés à ce sujet (85 %). Une très forte proportion des répondants âgés de 18 à 34 ans (87 %) affirment avoir été ou être actuellement engagés au sein d'un organisme ou pour une cause. Toutes ces données confirment que nos répondants ne sont pas représentatifs de la jeunesse québécoise, car si tel était le cas, nous n'aurions pas besoin d'une stratégie pour augmenter la participation électorale des jeunes. Ces résultats confirment cependant que lorsqu'on discute de politique au quotidien et qu'on est intéressé, informé, impliqué, on est plus susceptible de voter.

Enjeux interpellant les répondants

Nous avons sondé les répondants à propos de 12 enjeux : économie et travail, santé, éducation, environnement, ressources naturelles, fiscalité, développement local et régional, arts et culture, immigration et relations interculturelles, famille, affaires autochtones et démocratie. Pour chacun d'eux, ils devaient mentionner si l'enjeu en question

les interpellait beaucoup, moyennement, peu ou pas du tout. L'éducation est l'enjeu qui ressort le plus clairement : 90 % des répondants se disent beaucoup interpellés par cet enjeu. Viennent ensuite la démocratie et l'environnement avec respectivement 81 % et 78 %. L'enjeu qui touche le moins les répondants est la fiscalité.

L'avis des répondants sur 19 mesures pour favoriser le vote

Un des objectifs poursuivis par notre sondage était de demander l'avis des jeunes eux-mêmes sur ce qui devrait être fait pour favoriser une plus grande participation électorale des 18-34 ans. À ce sujet, nous leur avons posé quatre questions : trois ouvertes et une fermée. Avant de synthétiser les réponses aux questions ouvertes, analysons celles se rapportant à cette dernière : « Selon vous, les mesures suivantes sont-elles susceptibles d'augmenter le vote des jeunes? ». Les répondants devaient donc se positionner par rapport à dix-neuf mesures que nous regroupons dans six catégories. Voici les réponses des répondants par ordre d'importance : faire de l'éducation civique, faciliter l'accès au vote, favoriser la participation citoyenne, procéder à des réformes institutionnelles, produire des campagnes de sensibilisation et d'information et autres. Le tableau 7 classe les dix-neuf mesures par catégorie et présente le niveau d'adhésion obtenu, c'est-à-dire le pourcentage des répondants qui ont répondu « fort probablement » ou « probablement ».

Parmi toutes ces mesures, trois ressortent du lot : « accorder plus de place à l'éducation civique au primaire et au secondaire » (96 %), « permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université » (95 %) et « valoriser et encourager la participation citoyenne » (91 %).

Globalement, nous retenons de cet exercice de classification qu'il faut prioritairement miser sur l'éducation civique non seulement à l'école primaire et secondaire en lui accordant une plus grande place, mais aussi au cégep en créant un cours obligatoire sur les systèmes politique et électoral québécois et canadien. Les enseignements prodigués ne doivent pas uniquement être axés sur la transmission de connaissances théoriques. Des activités pratiques – telles des occasions d'engagement citoyen, des simulations d'élections et parlementaires, des rencontres et des échanges avec des élus ainsi que des débats entre les candidats – doivent être offertes d'une manière systématique pour compléter les apprentissages.

Tableau 7 : Présentation des dix-neuf mesures pour favoriser une plus grande participation électorale des jeunes au Québec par catégorie et niveau d'adhésion

Catégorie	Mesures	Niveau d'appui en %
Éducation civique	Accorder plus de place à l'éducation civique au primaire et au secondaire.	96
	Organiser des simulations parlementaires au secondaire, au cégep et à l'université.	89
	Organiser des simulations d'élections dans les écoles secondaires.	84
	Créer un cours obligatoire au cégep sur les systèmes politique et électoral québécois et canadiens.	76
Accès au vote	Permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université.	95
	Permettre le vote électronique.	80
Participation citoyenne	Valoriser et encourager la participation citoyenne.	91
	Organiser dans les cégeps et les universités des activités de débats entre les candidats.	88
	Rencontrer et échanger avec les élus.	87
	Organiser des activités délibératives virtuelles sur les enjeux électoraux.	64
Réformes institutionnelles	Réformer le système électoral en introduisant des éléments de proportionnalité.	84
	Rendre le vote obligatoire.	62
Campagne de sensibilisation et d'information	Mener une campagne de sensibilisation électronique dans les réseaux sociaux.	68
	Mettre en ligne un site Internet de type « Politique 101 ».	54
	Produire une campagne publicitaire télévisuelle sur l'importance de voter.	48
	Produire un vox populi avec des personnalités sur l'importance de voter.	46
Autres	Visiter l'Assemblée nationale.	53
	Souligner officiellement (certificat et cérémonie) l'arrivée à la majorité.	27
	Permettre aux partis politiques de créer des comités étudiants dans les cégeps et les universités.	55

Nous retenons également qu'il faut réfléchir aux conditions facilitant l'accès au vote telles que le fait de permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université. Une telle mesure n'est pas inédite. Plusieurs l'ont déjà proposée auparavant. Une telle mesure ne s'adresserait pas nécessairement à l'ensemble de la communauté étudiante, mais plutôt à celles et à ceux qui fréquentent un établissement d'enseignement collégial et universitaire situé à l'extérieur de leur région d'origine où ils sont inscrits. L'idée est de leur permettre de voter à leur établissement plutôt que de devoir retourner chez leurs parents. Par ailleurs, les répondants se sont montrés favorables à l'idée d'instaurer le vote électronique.

Au chapitre des réformes institutionnelles, les répondants manifestent un solide appui envers l'idée de réformer le mode de scrutin afin d'y introduire des éléments de proportionnalité et, dans une bien moindre mesure, une majorité se montre ouverte à l'idée de rendre obligatoire le vote.

Les mesures liées à la production d'une campagne de sensibilisation et d'information viennent en avant-dernière place. Les répondants semblent être partagés quant à leur effet sur l'augmentation du vote des jeunes. Si une campagne devait avoir lieu, les répondants semblent d'avis qu'une campagne électronique serait plus efficace qu'une campagne publicitaire télévisuelle et qu'un vox pop avec des personnalités publiques. L'idée d'informer les jeunes au moyen d'un site Internet du type « Politique 101 » recueille un certain niveau d'appui, mais ne semble pas être la panacée. Au regard de l'ensemble des réponses, les efforts pour informer et intéresser les jeunes à la politique doivent être prioritairement mis à l'école primaire et secondaire ainsi qu'au cégep grâce à des cours dédiés à cette fin.

Enfin, la mesure qui recueille le plus faible niveau d'appui est celle qui vise à souligner officiellement l'arrivée à la majorité en remettant par exemple un certificat émis par le Directeur général des élections du Québec à l'occasion d'une cérémonie officielle.

Faits saillants de l'analyse des réponses aux questions fermées

De l'analyse des réponses aux questions fermées, nous retenons ceci. Tout d'abord, à l'élection générale fédérale du 2 mai 2011, la très vaste majorité des répondants (91 %) a voté, et le principal motif ayant justifié sa décision est le fait de concevoir le vote comme un devoir civique; la majorité de ceux qui se sont abstenus l'ont fait parce qu'ils étaient à l'extérieur de la ville ou mineurs au moment de l'élection. Une majorité de répondants ayant voté a visionné le débat des chefs alors que c'est la situation inverse qui prévaut chez les non-votants.

Quant aux principales sources d'information consultées en période électorale, on observe que les sites Internet de nouvelles et les blogues dépassent (de peu certes, mais tout de même) les bulletins de nouvelles télévisés et de radio, mais supplantent de loin les médias traditionnels tels les journaux papier. Ces résultats confirment l'hypothèse stipulant que des changements s'opèrent sur le plan de la socialisation politique des plus jeunes cohortes d'électeurs, ce qui se répercute inévitablement sur la façon de communiquer l'information politique et de l'obtenir. Sur le plan de la socialisation politique, on

observe une corrélation positive entre le fait d'avoir discuté de politique et d'actualité à la maison lorsqu'on était enfant et le fait de poursuivre l'exercice aujourd'hui avec la famille et les amis.

Concernant les enjeux politiques qui interpellent le plus nos répondants, l'éducation est celui qui ressort le plus clairement; viennent, ensuite, la démocratie et l'environnement. L'enjeu qui touche le moins les répondants est la fiscalité.

À la question leur demandant de se positionner par rapport à dix-neuf mesures pour augmenter le vote des jeunes, les répondants arrêtent leur choix sur trois qui ressortent du lot : « accorder plus de place à l'éducation civique au primaire et au secondaire » (96 %), « permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université » (95 %) et « valoriser et encourager la participation citoyenne » (91 %). Globalement, nous retenons aussi de cet exercice de classification qu'il faut prioritairement miser sur l'éducation civique non seulement à l'école primaire et secondaire, mais aussi au cégep en créant un cours obligatoire et en faisant en sorte que les enseignements prodigués soient à la fois théoriques et pratiques (occasions d'engagement citoyen, simulations d'élections et parlementaires, rencontres et échanges avec des élus ainsi que débats entre les candidats). Les répondants sont fortement en faveur de certaines réformes institutionnelles telles la réforme du mode de scrutin pour y intégrer certains éléments de proportionnalité. Enfin, les mesures se rapportant à la production de campagnes de sensibilisation et d'information ne recueillent que de très faibles niveaux d'appui.

Cela conclut la synthèse des résultats pour les questions fermées du sondage. Voyons maintenant l'analyse des résultats aux questions ouvertes du sondage.

Analyse des réponses aux questions ouvertes

Nous voilà rendus à l'analyse des réponses aux questions ouvertes du sondage, lesquelles visaient à recueillir l'avis des répondants sur les raisons expliquant le faible taux de participation électorale des jeunes et sur ce qui devrait être fait pour renverser la tendance.

Pourquoi les jeunes votent-ils moins que leurs aînés?

Nous avons demandé aux répondants de commenter l'affirmation suivante : « On a souvent observé que les jeunes étaient moins susceptibles de voter aux élections que les personnes plus âgées. Selon vous, pourquoi en est-il ainsi? ». Nous vous proposons ci-dessous une synthèse analytique de leurs réponses. De celles-ci, nous dégagons quatre types de motifs pour justifier l'abstentionnisme élevé des jeunes Québécois. Les voici par ordre d'importance : (1) le désintérêt, (2) le cynisme et le négativisme, (3) les raisons personnelles et administratives ainsi que (4) les changements d'attitudes et de valeurs²⁶.

Ces motifs rejoignent ceux soulevés par la littérature. Toutefois, nous observons que l'ordre d'importance diffère. À l'instar de nos répondants, les études consultées classent le désintérêt comme étant le principal motif d'abstention. Cependant, ces études désignent les raisons administratives et personnelles en second lieu alors que le cynisme et le négativisme ferment la marche. L'explication donnée par la littérature est que les plus jeunes cohortes d'électeurs sont plus susceptibles d'être confrontées à des problèmes d'inscription sur la liste électorale ou de se trouver hors de la circonscription, de la province ou du pays. Mais par-dessus tout, une plus forte proportion invoque le fait d'être trop occupé par le travail, l'école ou la famille. En outre, la littérature soutient que si le cynisme et le négativisme arrivent en dernier lieu, c'est parce qu'ils ne prennent forme qu'avec l'âge, c'est-à-dire au fur et à mesure que le citoyen est exposé à la politique. Étant peu intéressées par la politique et informées sur elle, les plus jeunes cohortes sont donc moins susceptibles d'être cyniques et d'avoir une perception négative envers elle. Inversement, puisque nos répondants sont plus informés sur la politique et intéressés par elle, ils sont donc plus susceptibles de percevoir le cynisme ambiant et la perception négative envers la politique. Enfin, à l'instar de nos répondants, l'étude de Blais et Loewen ainsi que les travaux de Milner avancent l'hypothèse que certains changements d'attitudes et de valeurs chez les plus jeunes cohortes d'électeurs peuvent expliquer en partie le déclin de la participation électorale des jeunes.

Cela étant dit, la synthèse analytique qui suit comporte un double intérêt : elle présente, d'une part, d'une manière détaillée les divers facteurs alimentant chacun des quatre motifs permettant ainsi de mieux saisir les tenants et les aboutissants de la non-parti-

²⁶ Vous trouverez en annexe le Questionnaire du sondage sur la participation électorale des jeunes auprès des anciens participants des Écoles d'été l'INM.

pation électorale des jeunes et elle illustre, d'autre part, ces présentations de nombreuses citations des jeunes répondants au sondage, donnant ainsi la voix aux principaux intéressés, ce que peu d'études, voire aucune que nous avons consultées, n'a fait de façon aussi explicite.

Le 1^{er} motif : Le désintérêt

L'énoncé qui revient le plus souvent pour expliquer l'abstentionnisme des jeunes est qu'ils ne se sentent tout simplement pas interpellés. Comme nous le verrons, nos jeunes répondants expliquent ce désintérêt de diverses façons : (1) la méconnaissance des jeunes des systèmes politique et électoral, (2) leur non-reconnaissance dans les politiciens actuels, les programmes électoraux et la joute partisane, (3) la jouissance d'une existence confortable et (4) l'inutilité du vote dans le mode de scrutin actuel.

Méconnaissance des systèmes politique et électoral

Nombreux sont ceux qui désignent la méconnaissance des jeunes de la politique pour rendre compte de leur désintérêt et, conséquemment, de leur abstention. Selon les répondants, les jeunes savent très peu de choses à propos des systèmes politique et électoral et des enjeux d'actualité débattus durant les campagnes.

[Certains] ressentent une sorte de « syndrome de l'imposteur », croyant qu'ils ne sont pas assez informés pour voter.

[Les jeunes] « trouvent que la politique, c'est compliqué »

Ainsi, ne disposant pas des connaissances et des compétences nécessaires pour effectuer un choix éclairé entre les candidats des divers partis politiques, plusieurs jeunes arrivent à la conclusion que « toutes les opinions se valent ». Par conséquent, ils ne saisissent pas ce qui distingue un gouvernement formé du parti X par rapport à celui formé du parti Y. Et ce faisant, plusieurs jeunes ne font pas le lien entre la politique, leur quotidien et leur futur.

Parce que les gens ne comprennent pas les enjeux, que la complexité des débats est insaisissable par beaucoup de monde (manque d'éducation politique).

Le manque de connaissances du processus démocratique et de l'effet de la politique dans leur vie.

Conséquemment, il n'est guère étonnant de constater que maintes réponses font allusion aux lacunes du système d'éducation en matière d'éducation civique et plus spécifiquement sur le plan de la transmission des connaissances et des compétences civiques de base.

[...] L'éducation citoyenne est absente des programmes pédagogiques... on ne nous apprend pas comment notre système fonctionne, on ne nous apprend pas quel est le pouvoir du citoyen dans une démocratie représentative. On ne nous apprend pas l'art du débat. [...] On ne nous apprend pas assez jeune à se forger une opinion, un point de vue, à l'argumenter, à l'étayer, à l'articuler...

Le manque d'éducation civique provenant tant du milieu familial que scolaire, il est important d'intéresser les jeunes aux enjeux politiques bien avant qu'ils atteignent l'âge légal pour voter.

Parce que ce thème n'est pas abordé à l'école. Il devrait y avoir un cours de citoyenneté au secondaire.

L'éducation à la citoyenneté (cours d'histoire, de philosophie, etc.) laisse à désirer. Elle doit encore être augmentée et bonifiée. Les gens ne peuvent pas être des électeurs éclairés s'ils ignorent dans quelle structure politique ils vivent. Ils sont souvent incapables de répondre à des questions simples : Dans quel comté est-ce que je réside? C'est quoi la différence entre la Chambre des communes et l'Assemblée nationale? etc.

[...] Les jeunes démêlent difficilement les notions de député, ministre, Parlement, ligne de parti, budget, portefeuille, constitution, taxes vs impôts, etc.

[...] Il y a bien entendu la socialisation à la politique au sein de la famille. Tous les jeunes ne vivent pas dans une famille où les parents ont initié leurs enfants, progressivement, à la chose publique. Le rôle de l'école est à souligner. Lorsque nous n'avons pas de cours de politique (introduction, politique du Québec et du Canada, relations internationales, etc.), de philosophie, d'histoire, etc., au secondaire, au cégep et à l'université pour tous les jeunes, il est difficile d'envisager un intérêt marqué pour la chose publique. Il y a aussi l'art du débat [...] et l'art du discours [...] qui ne sont pas vraiment enseignés.

[...] On n'enseigne pas aux jeunes les différentes idéologies (de gauche, de droite, etc.) et les effets au quotidien qu'elles peuvent avoir lorsqu'elles sont au pouvoir. On ne fait pas suffisamment comprendre aux jeunes que les décisions des élus d'aujourd'hui influenceront grandement la qualité de leur futur.

Les gens des partis devraient faire plus de tournées dans les écoles. Malheureusement, les institutions sont un peu « frileuses » à leur venue qui pourrait choquer nos « chastes » oreilles.

[...] L'apathie n'est pas propre aux jeunes... elle vient aussi peut-être parfois des professeurs, des parents, de ceux qui sont sensés montrer l'exemple.

Non-reconnaissance dans les politiciens, les programmes et la joute partisane

Nombreux sont ceux qui expliquent ce désintérêt par le fait que les jeunes ne se reconnaissent ni dans les politiciens actuels qui appartiennent pour la plupart à la génération des baby-boomers, ni dans les programmes électoraux des partis politiques qui reflètent les préoccupations de cette génération, ni dans la joute partisane. À maintes reprises, on souligne que les baby-boomers ont l'avantage du nombre, qu'ils monopolisent les lieux de pouvoir et qu'ils font peu de place à la relève. Par ailleurs, en proposant peu d'idées nouvelles et de solutions novatrices, les politiciens actuels n'inspirent pas les jeunes. À la lecture de leurs réponses, un certain choc des générations ou de valeurs intergénérationnelles semble se profiler. Notons qu'à cet égard, la littérature est muette.

[...] Le discours politique est encore dominé par les baby-boomers qui restent attachés au pouvoir et refusent de réviser certains de leurs idéaux qui sont maintenant passés date ou qui doivent être « repriorisés » et ne nous interpellent pas.

Pour encourager les jeunes à voter, il faudrait que les politiciens soient plus sensibles aux enjeux qui touchent les jeunes plus directement (éducation, environnement, etc.).

[...] C'est un cercle vicieux : les politiciens ne s'adressent pas aux jeunes, car ils ne votent pas et les jeunes ne votent pas, car ils ne se sentent pas concernés.

[...] Les politiciens, sachant que les jeunes ne représentent pas une population qui peut leur apporter des votes, ne ciblent pas réellement les jeunes dans leurs discours et propositions.

[...] Les jeunes sont mis à l'écart. Il y en a plein des jeunes qui voudraient faire valoir leur opinion et participer à toute cette politique. Mais [...] les « vieux » ne considèrent pas les idées des jeunes, et les briment dans leur droit de parole. Souvent, c'est parce qu'ils disent qu'ils n'ont pas « l'expérience nécessaire » à une bonne évaluation de la situation.

[...] Aux dernières élections, aucun jeune a posé une question au débat. De plus, aucun sujet sur l'environnement.

Le choix politique est limité. Les partis politiques ne représentent pas nécessairement nos valeurs et nos priorités.

Le discours politique et la joute partisane en plus des campagnes de dénigrement stériles ne s'adressent ni ne rejoignent les jeunes dans leurs valeurs.

[...] [Les politiciens ne] semblent pas portés par une cause qui leur tient vraiment à cœur.

L'état québécois semble plus présent pour gérer la « détérioration » de différents problèmes

sociéta[ux] plutôt que de proposer de nouvelles manières d’aborder les différents problèmes, de proposer des nouveaux pactes sociaux selon l’allégeance politique.

Il n’y a pas de modèles politiques qui conviennent aux jeunes. Ce sont des vieux partis, des vieilles façons de faire la politique et des enjeux tournés vers une mentalité d’une autre génération ou trop vers la droite.

Quand on voit ce qui se fait dans l’arène de combat aux Communes ou à l’Assemblée nationale, ça nous rend perplexe.

[...] Je crois aussi que certains jeunes sont politisés et informés, mais qu’aucun parti ne correspond à leurs idéaux alors ils ne votent pas (plutôt que d’annuler leur vote, ce qui constitue un geste politique important, à mon avis).

Existence confortable

En outre, jouissant d’une existence et d’un niveau de vie relativement confortables et tenant pour acquis les services publics, la démocratie et les droits et libertés, les jeunes se désintéressent de la politique, car les batailles ont déjà été menées.

[...] qualité de vie assez élevée pour ne pas s’indigner, ne pas avoir eu à lutter pour leurs droits...

Dans les sociétés où les individus bénéficient de droits et de libertés ainsi que d’un niveau de confort assez élevé, il est plus fréquent que les individus se concentrent sur la vie quotidienne, le travail, les amours, les ami(e)s, la famille, les loisirs, le sport, le voyage, l’école, etc. Chacun poursuit ainsi ses propres objectifs et s’intéresse à ses propres affaires et ses propres intérêts. Puisque la politique ne nous oppresse pas directement et que l’on vit confortablement, elle semble éloignée de nous.

[...] Ils n’ont pas eu à se battre contre le gouvernement, les entreprises et l’Église à la sueur de leur front, pour arracher, *in extremis*, des gains, parfois modestes, parfois grandioses. Par conséquent, le fait de ne pas se battre induit une attitude « calme », « posée », où la politique ne rime pas avec le « combat » et les grandes convictions.

Inutilité du vote dans le mode de scrutin actuel

Enfin, certains jeunes s'abstiennent parce qu'ils ont l'impression que leur vote ne fera pas la différence en raison du mode de scrutin.

Notre voix n'est pas prise en compte lorsque nous votons pour un tiers parti.

[...] L'absence d'un système de vote avec proportionnelle est insultant/démotivant; l'existence d'une démocratie représentative sans proportionnelle est un oxymore.

C'est à cause du mode de scrutin qui ne considère pas nos votes en tant que tels. Le mode de scrutin majoritaire devrait être remplacé par un mode de scrutin mixte ou proportionnel.

Le système démocratique actuel (majoritaire direct à 1 tour) avantage la majorité de la population dans chaque région, donc les personnes plus âgées. Cela peut décourager la vision du poids politique du jeune, et préfère donc s'investir autrement.

[...] Certains savent que leur vote peut ne pas avoir de poids vu le fonctionnement de la représentation électorale actuelle.

Le 2^e motif : Le cynisme et le négativisme

Pour expliquer le déclin de la participation électorale des jeunes, plusieurs répondants réfèrent au cynisme envers la politique et à la perception négative largement répandue au sein de la population. Comme nous le verrons, nos jeunes répondants rendent compte de ce phénomène en référant à cinq types d'affirmation : (1) les jeunes sont désabusés et désillusionnés et ils ont perdu confiance; (2) pour eux, tous les partis se ressemblent; (3) les politiciens vivent dans une tour d'ivoire; (4) ils se sentent impuissants tant individuellement que collectivement et enfin, (5) les médias alimentent le cynisme et la perception négative de la politique.

Désabusement, désillusion et perte de confiance

Pour plusieurs répondants, les jeunes s'abstiennent, car ils sont désabusés et désillusionnés de la politique en raison de tout ce qu'ils entendent à son sujet, notamment à travers les médias : scandale, corruption, collusion, contrôle de la politique par le crime organisé et les entreprises privées, mensonges, fraudes et promesses non tenues. Ils ont perdu confiance et ils se méfient. Ils ont l'impression que le gouvernement ne travaille pas pour le peuple, mais pour les intérêts du parti au pouvoir.

Un jeune réaliste sait que la politique est aujourd'hui fortement dominée par des forces beaucoup plus « souterraines » et puissantes du privé, du crime organisé, de l'argent, des contacts, des jeux de pouvoir sur les médias, etc.

[...] Les jeunes sont excédés par tous les mensonges, les fraudes, les promesses non tenues en politique. Ils n'ont plus confiance...

[...] Il ne faudrait pas non plus sous-estimer la façon dont les jeunes sont exposés à la politique dès qu'ils en entendent parler. En d'autres termes, lorsque les mots « scandales », « fraudes », « manipulation », « mafia », « mensonges », « insultes », « renversement d'alliance », [...] « corruption de masse », etc., sont le lot quotidien des journaux, de la télévision, de la radio et de l'Internet, il ne faut pas s'étonner que le rejet de la politique soit automatique.

Le processus soi-disant démocratique ne semble souvent servir qu'à donner une caution aux abus...

[...] Il y a un sentiment d'apathie générale et de méfiance envers le gouvernement, son système et une perception négative des élus.

De plus, les partis qui sont perpétuellement au pouvoir ne nous représentent pas ; ils n'écourent pas les besoins de leur peuple, mais bel et bien les « besoins » des entreprises privées [...] qui reçoivent des subventions, ne paient parfois aucun impôt et profitent souvent d'abris fiscaux.

J'ai l'impression que les jeunes sont désillusionnés, qu'ils ne veulent pas se mêler à la politique, qui nous semble souvent plus une « game » entre quelques politiciens qu'un parti élu pour bien servir sa population.

Les politiciens sont vus comme des gens qui ont un masque « politically correct » qui ne disent pas ce qu'ils pensent vraiment.

Tous les partis se ressemblent

Une autre source de cynisme est le fait de croire que tous les partis se ressemblent, que les politiciens sont tous pareils et que, quoiqu'il advienne, rien ne changera. Alors, pourquoi voter?

[Les jeunes] croient que peu importe leur vote, rien ne changera réellement. Ils croient que les politiciens sont tous pareils et que ça ne vaut pas la peine.

Les partis politiques sont tous rendus confondus (attrape-tout) et de tendance centriste.

Parce que nous sentons souvent que notre vote ne fait pas de différence, que peu importe qui gouverne, ce sera la même histoire, les mêmes décisions.

Ne voyant de différence entre quelqu'un qui gère maintenant pour ralentir la dégradation et quelqu'un d'autre qui va aussi seulement gérer pour ralentir la dégradation après l'élection, les jeunes ne voient pas une différence notable et ne vont pas voter.

Les politiciens vivent dans une tour d'ivoire

De plus, ayant très peu ou pas de contact avec les politiciens, les jeunes ont l'impression que ceux-ci vivent dans un monde différent, éloigné du leur et de leur réalité, et qu'ils ne sont pas invités à y participer.

Nous avons aussi l'impression que la politique se passe dans une tour au-dessus de nous et que nous sommes spectateurs.

[...] Le pouvoir semble de plus en plus loin de nous.

De sentir que tout cela se joue à un autre niveau et que ton vote ne changera rien.

Sentiment d'impuissance à la fois individuel et collectif

À cela s'ajoute un vague sentiment d'impuissance non seulement individuel (puis-je réellement faire une différence?), mais aussi collectif (les gouvernements n'ont-ils pas été dépossédés de leur pouvoir avec le phénomène de la mondialisation, par exemple?).

La frontière étatique a été refaçonée par la mondialisation. Nos gouvernants n'ont plus autant de pouvoir qu'auparavant.

Désintérêt face à la politique, impression de ne pas avoir le pouvoir de changer les choses...

[...] Les gens ne pensent pas pouvoir changer quelque chose eux-mêmes...

[...] Pour faire passer des décisions impopulaires, les politiciens ont trop joué la carte de l'impuissance : « On n'y peut rien, c'est à cause de la mondialisation », « On n'a pas le choix, faut rembourser la dette », « Si on ne donne pas de subventions, les entreprises vont déménager », [...] Résultat : à force de se la jouer « victimes du système », les politiciens ont fini par miner leur propre crédibilité. Certains citoyens doutent que le pouvoir de nos élus soit réel ; d'autres en concluent qu'on est dirigé par des marionnettes ou par des incompetents qui s'inventent des excuses...

Il est dur de sentir que notre vote compte et que nous pouvons changer les choses alors que l'on se sent impuissant face à des défis plus complexes à gérer qu'ils l'étaient à l'époque de nos parents, cela tant dans leur nature que dans leur contexte.

Les médias alimentent le cynisme et le négativisme

Enfin, les médias alimentent le cynisme et la perception négative de la politique. Des répondants soulignent qu'il faudrait publiciser les bons coups des politiciens et chercher à diffuser des images positives de la politique.

Médias entraînent un cynisme important, information peu nuancée et de moins bonne qualité qu'avant.

La désinformation dans les médias y est aussi pour beaucoup.

Avec les médias qui ne cessent de discréditer les politiciens.

Cela dit, le portrait n'est pas tout noir en ce qui concerne le rôle des médias. De l'avis d'un répondant : « Avec les journalistes qui font leur travail et les scandales qui éclatent de partout, on dirait que les gens commencent à comprendre les rouages politiques et exigent davantage de la part de leurs élus. Le mouvement est lent, mais je demeure optimiste. »

Le 3^e motif : Les raisons personnelles et administratives

Le troisième motif pour justifier l'abstention des jeunes renvoie aux raisons personnelles et administratives. On mentionne que les déménagements fréquents des jeunes et le temps à consacrer à l'inscription sur la liste électorale ou même au vote peuvent être des freins à la participation électorale. Certains soulignent que voter à partir de l'étranger n'est pas simple. Enfin, d'autres suggèrent de faciliter le vote des jeunes en rapprochant les bureaux de scrutin de leurs milieux de vie : « [d]es bureaux de vote se déplacent dans les foyers pour personnes âgées, allant même jusqu'à passer dans les chambres. Aucun service du genre n'est offert aux jeunes (étudiants). »

[...] Dans mon cas, j'étais à l'étranger et pour voter il aurait fallu que j'envoie ma demande outre Atlantique à Élections Canada, qu'il me la renvoie, que je remplisse mon bulletin de vote, et que je le renvoie encore. Ça aurait coûté très cher; il fallait s'y prendre plusieurs semaines à l'avance, et je déplore le fait que, contrairement à la France, le Canada n'ait pas de bureau de vote à l'étranger.

Alors que j'étais à l'étranger pour plusieurs mois et que j'avais rempli le formulaire de vote à distance, on m'a avisé par courriel qu'il leur manquait une petite information pour pouvoir m'envoyer mon autorisation de vote à distance... APRÈS l'élection!!! Ils avaient plutôt décidé de me laisser un message vocal à la maison... alors que je demandais l'autorisation de voter outre-mer ! Voilà pourquoi je n'ai pas voté aux dernières élections même si j'en avais l'intention et que j'avais entamé les démarches pour le faire !

Pas de vote en ligne possible ou de processus suffisamment facilitant pour les jeunes étudiants qui étudient hors de leur région. Les jeunes sont très mobiles aujourd'hui.

Ils ne doivent pas avoir autant le temps.

[...] On va à l'école à temps plein et on a un emploi à temps partiel ou même à temps plein, ce qui nous laisse peu de temps pour les autres activités de notre vie.

C'est trop long voter. Ce n'est pas assez instantané. Il faut se déplacer, attendre en ligne, utiliser du papier et un crayon.

Accès aux bureaux de vote... (dans les écoles par exemple).

Le 4^e motif : Les changements d'attitudes et de valeurs

Enfin, pour plusieurs répondants, le déclin de la participation électorale des jeunes serait dû en partie à « des changements d'attitudes et de valeurs » s'opérant au sein de la société, particulièrement chez les jeunes cohortes d'électeurs. Une telle idée rejoint l'hypothèse émise par Blais et Loewen (2011) à la fin de leur étude ainsi que les récents travaux de Milner (2010). Par changements d'attitudes et de valeurs, les répondants réfèrent à des changements survenus dans le processus de socialisation politique des jeunes. Ils pointent aussi du doigt l'individualisme ambiant et ses corollaires, une conception du vote différente de leurs aînés et le fait qu'ils s'impliquent différemment et ailleurs dans des lieux non traditionnels. Enfin, selon certains, nous sommes à une époque se caractérisant par une perte de sens et de repères et le processus électoral n'échapperait pas à cette remise en question généralisée. Nous vous proposons ci-dessous d'analyser chacun de ces changements.

Processus de socialisation politique

Sur le plan du processus de socialisation politique des jeunes, les répondants observent que le rôle jadis assumé par la famille, les parents et le curé quant à l'importance de vo-

ter et de s'engager est maintenant révolu et, comme nous l'avons vu, le système scolaire n'a pas pris le relais. De l'avis de certains répondants, il semble donc y avoir un vide.

On évoque aussi le fait que « les moyens d'information traditionnels ne les atteignent pas assez » et que « les jeunes utilisent bien souvent les médias sociaux pour faire valoir leurs idées, et moins les institutions démocratiques. » Des changements sur la manière dont les plus jeunes cohortes d'électeurs non seulement obtiennent leur information politique, mais aussi la communiquent semblent donc s'opérer. Dit autrement, les processus de socialisation politique semblent donc, de l'avis des répondants, se transformer.

Individualisme, société de consommation, pensée instrumentale

D'autres évoquent l'individualisme ambiant, les valeurs néolibérales, la société de consommation et la pensée instrumentale pour expliquer le déclin de la participation électorale des jeunes, lesquels se percevraient aujourd'hui davantage comme des travailleurs et des consommateurs que comme des citoyens.

Les activités qui n'apportent pas de récompenses immédiates sont boudées. Dans la vie personnelle, publique, dans le monde des affaires, dans la vie familiale. On vit le moment présent, en solo, à 110 %, parce que c'est plus agréable (le futur en collectif est incertain, la tangente socio-écologique est horrible et corriger ça demande des remises en question vertigineuses et un travail énorme). La société de consommation néolibérale a gagné une manche : les gens ne se reconnaissent plus dans la notion de citoyen (ils sont des travailleurs et des consommateurs avant tout, parfois même avant d'être parents ou enfants), ni dans la notion de collectivité (chacun est maître et responsable de son sort).

C'est peut-être un cliché, mais je trouve que les jeunes de ma génération sont individualistes. Sont-ils trop gâtés ? immatures ? inconscients ? superficiels ? En tout cas, ils ont l'air de penser que les problèmes vont se régler d'eux-mêmes, que les choses vont se construire toutes seules autour d'eux, tandis qu'ils restent bien concentrés sur leur petite vie personnelle. Une forte proportion d'entre eux me semble peu intéressée par les enjeux COLLECTIFS. Et je parle ici d'universitaires que j'ai côtoyés, des jeunes supposés être plus éclairés que les autres...

On doit avouer également que la culture dominante (véhiculée par plusieurs sphères, dont l'éducation formelle, la publicité, la valorisation du matériel et de leurs créateurs (S. Jobs?)) favorise l'individualisme et le consumérisme (au Québec) ; ça ne pousse pas beaucoup à se préoccuper des questions qui concernent le « bien vivre ensemble », disons.

Je crois aussi que notre société individualiste a un rôle important à jouer dans la définition de l'implication politique. Tout dans notre société est mis en branle pour nous centrer sur notre vie et nos besoins à nous, nous éloignant du même coup des idéologies collectives de pouvoir d'action et de démocratie, et détruisant peu à peu le tissu social nécessaire à une telle prise en charge de notre voix en tant que génération.

On parle plus de « acheter, c'est voter », nos choix de société se font par notre consommation. Nous sommes étiquetés comme des consommateurs tout simplement.

Puisque nous sommes dans une société de consommation, la politique n'est pas intéressante pour les jeunes car elle demande un effort d'intérêt, de lecture, de temps et d'engagement peu valorisé dans la société.

[...] Je crois que la société dans laquelle nous vivons présentement, l'individualisme prime beaucoup. Les gens ne voient donc pas l'intérêt de « perdre du temps » sous un prétexte collectif.

Voter est un acte anonyme, posé pour le groupe. Ce n'est pas quelque chose dont on se targue, et ça n'ajoute pas une ligne dans un CV. Les conséquences d'un vote ne sont pas immédiates et l'électeur peut difficilement s'en attribuer personnellement les retombées positives. Dans notre société individualiste centrée sur l'émancipation personnelle, les jeunes ne voient sans doute pas l'intérêt de poser un geste qui ne leur rapporte rien immédiatement sur le plan personnel. Ils préfèrent peut-être participer à des actions ponctuelles locales qui leur apporteront une valorisation personnelle plus directe et immédiate.

Conception différente de l'acte de voter

D'autres soulignent que les jeunes considèrent le vote principalement comme un choix plutôt que comme un devoir civique ou un privilège. Plusieurs observent qu'ils tiennent leur droit de vote pour acquis. En outre, contrairement à leurs aînés, ils n'ont pas d'allégeance partisane prédéterminée et ils ne votent pas par habitude.

[...] Les plus vieux ont souvent leur allégeance politique depuis longtemps.

[...] Il me semble que les notions de devoir et d'habitude sont moins ancrées chez les jeunes et que l'individualisme est malheureusement une valeur très/trop forte dans nos sociétés actuellement.

Les aînés considèrent le vote comme un devoir, un privilège durement acquis (pour les femmes notamment).

[...] Pour les générations précédentes, le droit de vote a été un droit durement gagné, pour nous c'est un peu considéré comme un acquis, donc moins valorisé.

Parce que voter a toujours été, pour eux, un droit acquis. Je ne sais pas s'ils sont conscients que dans d'autres pays, des personnes meurent chaque année pour obtenir ou pour faire valoir ce droit.

Des formes et des lieux d'engagement différents

Certains mentionnent que les jeunes s'impliquent différemment et ailleurs. Ils préfèrent s'engager dans des lieux qui leur ressemblent davantage, boudant ainsi les lieux plus traditionnels tels les partis politiques.

On les retrouve dans des organisations « grassroots » dont l'action est locale.

[Les jeunes] vont préférer s'impliquer dans des causes qui leur tiennent à cœur, dans des associations et des organismes afin de faire changer les choses en partant « d'en bas » plutôt qu'en élisant quelqu'un « en haut ».

Les Y en sont arrivés à la conclusion qu'ils auraient plus de chance de « changer le monde » avec des « méthodes alternatives » plutôt qu'en faisant de la politique classique.

Chez les jeunes les plus politisés et informés, il y a un certain transfert de l'intérêt vers des enjeux globaux ou mondiaux (exemples : la protection de l'environnement, l'économie mondiale et la coopération internationale), et ce, au détriment d'un intérêt envers la scène nationale ou locale.

Je pense que les jeunes sont souvent politisés, mais que leur engagement s'exprime via d'autres institutions que les partis politiques traditionnels.

Perte de sens, perte de repères

Enfin, certains lancent quelques réflexions philosophiques sur la perte de sens et de repères tant sur le plan individuel que collectif pour tenter d'expliquer le déclin de la participation électorale des jeunes.

La politique serait-elle en train de vivre le même mouvement de désintérêt et de désenchantement que l'Église ? Est-ce que les partis politiques et les gouvernements ont des solutions aux problèmes modernes ?

Il y a probablement un peu de désenchantement du monde, une perte de sens qui porte à se rabattre sur les liens du groupe, les objets de consommation, la performance à tout prix, qui aveugle et ne permet pas de se préoccuper de grands enjeux nationaux, qui semblent hors d'atteinte, particulièrement par le sentiment d'impuissance, l'absence de « pouvoir-agir » (le pouvoir étant concentré chez une petite minorité inatteignable).

Peut-être que la perte de référence à un idéal est plus marquée chez les jeunes ; leur apolitisme serait alors le symptôme d'une tendance lourde dans la civilisation occidentale.

C'est aussi un symptôme du grand manque de lien social dans notre société.

Les jeunes semblent être frappés par une désillusion, une sorte de désenchantement envers la société. Nous ne sommes plus à l'époque où les Robert Bourassa et les Lucien Bouchard de ce monde promettent d'apporter le changement. La Révolution tranquille est passée, le mouvement séparatiste est tranquille, et on a l'impression de se faire avoir, peu importe ce qu'on choisit.

Faits saillants sur les motifs de la non-participation électorale des jeunes

Dans cette section, nous avons présenté une synthèse analytique des réponses au sondage se rapportant à la question ouverte visant à recueillir l'avis des répondants sur le phénomène du déclin de la participation électorale chez les jeunes. Quatre motifs justifiant l'abstentionnisme élevé des jeunes Québécois se dégagent des réponses. Les voici par ordre d'importance : (1) le désintérêt, (2) le cynisme et le négativisme, (3) les raisons personnelles et administratives ainsi que (4) les changements d'attitudes et de valeurs.

Comme mentionné, ces motifs concordent avec ceux soulevés par la littérature à une différence près : leur ordre d'importance. À l'instar de nos répondants, les études consultées classent le désintérêt comme étant le principal motif d'abstention. Toutefois, ces études désignent les raisons administratives et personnelles en second lieu alors que le cynisme et le négativisme ferment la marche. Enfin, à l'instar de certaines études consultées, nos répondants avancent l'hypothèse que certains changements d'attitudes et de valeurs s'opèrent chez les plus jeunes cohortes d'électeurs, ce qui expliquerait en partie leur participation électorale plus faible.

Le principal intérêt de cette synthèse analytique réside dans la présentation détaillée de chacun des motifs à la non-participation électorale des jeunes permettant ainsi de mieux comprendre ledit phénomène. C'est ainsi que nous constatons, par exemple, que le désintérêt des jeunes envers la politique est largement tributaire de leur méconnaissance des systèmes politique et électoral et du fait qu'ils ne disposent pas des connaissances et des compétences nécessaires pour effectuer un choix éclairé entre les candidats des divers partis politiques. Tout cela amène d'ailleurs plusieurs répondants

à déplorer l'absence d'éducation civique à l'école primaire et secondaire ainsi qu'au cégep. En second lieu, la non-reconnaissance des jeunes dans les politiciens actuels, qui appartiennent pour la plupart à la génération des baby-boomers, dans les programmes des partis politiques ainsi que dans la joute partisane constituerait un autre élément alimentant leur désintérêt envers la politique. Enfin, deux autres facteurs sont soulevés par certains pour rendre compte de ce désintérêt : la jouissance d'une existence et d'un niveau de vie relativement confortables et l'impression de l'inutilité du vote dans le mode de scrutin actuel.

Les répondants rendent compte du cynisme et du négativisme envers la politique en référant à cinq types d'affirmation : (1) les jeunes sont désabusés et désillusionnés et ils ont perdu confiance; (2) pour eux, tous les partis se ressemblent; (3) les politiciens vivent dans une tour d'ivoire; (4) ils se sentent impuissants tant individuellement que collectivement et enfin, (5) les médias alimentent ces deux phénomènes.

Au chapitre des raisons personnelles et administratives, les répondants évoquent les déménagements fréquents, le temps à consacrer à l'inscription sur la liste électorale ou à l'exercice même de voter et la difficulté de voter à partir de l'étranger. C'est pourquoi on suggère de rapprocher les bureaux de scrutin des milieux de vie des jeunes.

En dernier lieu, plusieurs réponses semblent suggérer que des changements d'attitudes et de valeurs s'opèrent tant sur le plan individuel que collectif. Nous avons répertorié six domaines où des changements sont à l'œuvre : (1) le processus de socialisation politique des jeunes, (2) l'individualisme, le néolibéralisme, la société de consommation et la pensée instrumentale, (3) la conception de l'exercice du droit de vote, (4) les moyens d'information et de communication, (5) les formes et les lieux d'engagement des jeunes et (6) la perte de repères et la perte de sens.

Si vous aviez à convaincre des jeunes autour de vous de voter, que feriez-vous?

Dans notre sondage, nous avons posé une deuxième question ouverte où nous cherchions cette fois-ci à savoir ce que feraient nos jeunes répondants s'ils avaient à convaincre des jeunes autour d'eux de voter. Cette question nous paraissait particulièrement intéressante dans la mesure où notre mandat ultime consiste à concevoir une stratégie visant à augmenter la participation électorale des jeunes Québécois. Ainsi, il nous est rapidement apparu non seulement pertinent, mais incontournable d'interpeller directement les jeunes.

La première stratégie proposée par les répondants pour augmenter le vote des jeunes est celle consistant à développer leurs compétences civiques, à les outiller pour mieux comprendre le monde politique. Une série d'actions sont présentées ci-dessous pour démystifier les systèmes politique et électoral, démontrer l'incidence de la politique dans le quotidien des jeunes, présenter les programmes des partis politiques et débattre des enjeux électoraux et, plus largement, développer leur esprit critique.

En deuxième lieu, les répondants suggèrent d'expliquer aux jeunes l'importance de l'acte de voter ainsi que les conséquences positives de le faire et négatives de ne pas le faire. Il est notamment question ici de concevoir le vote non seulement comme un droit, mais également comme un privilège et un devoir.

En dernier lieu, un certain nombre de répondants recommandent de mener des études pour mieux comprendre l'abstention au vote des jeunes, de procéder à des réformes institutionnelles (mode de scrutin introduisant des éléments de proportionnalité, vote électronique et vote obligatoire) et d'avoir recours aux médias sociaux et à Internet pour atteindre les jeunes. À cet égard, mentionnons que nous avons été étonnés du très faible nombre de répondants qui ont fait allusion à ces techniques de mobilisation virtuelles pour augmenter le vote des jeunes. Un tel constat porte à réflexion. Les médias sociaux et Internet ne seraient peut-être pas la panacée que certains suggèrent en matière de participation électorale des jeunes...

1^{re} stratégie : Développer les compétences civiques des jeunes

L'une des stratégies qui revient le plus souvent est celle consistant à informer les jeunes sur la politique, à susciter leur intérêt envers cette dernière et à développer leur esprit critique afin de leur permettre de se forger une opinion. Ainsi, bien avant de les sensibiliser à l'importance de l'acte de voter, nombreux sont ceux croyant qu'il faut d'abord miser sur le développement des compétences civiques, c'est-à-dire « les connaissances et les habiletés dont disposent les citoyens pour comprendre le monde politique²⁷. »

Je les informerais. Je ne chercherais pas à les convaincre (une voie plus éducative).

Je les sensibiliserais aux enjeux politiques, et non à l'acte de voter en tant que tel. Le vote doit être un acte éclairé. Il doit refléter une réelle conscience politique.

²⁷ Milner, Henry. *La compétence civique. Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*. Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 13.

Puisque le défi consiste à développer ces compétences largement et à « convaincre les non-intéressés » de voter, les « political dropouts » pour reprendre l'expression de Milner (2010), l'école secondaire et le cégep, de l'avis des répondants, sont des lieux d'intervention privilégiés.

Ceux qui sont déjà intéressés par la politique vont aller voir les sites Internet et les activités organisées, mais ce sont les autres le problème. Il faut convaincre les non-intéressés à l'aide d'un sujet qui les préoccupe, et montrer quel effet ils peuvent avoir sur ce sujet en allant voter, avec des faits bien concrets.

Ce n'est pas suffisant de s'intéresser à la vie politique seulement quand les élections approchent ; il faut que la vie politique soit [une] partie intégrante de la vie de tout individu. (...) S'ils sont sensibilisés dès le primaire à leur devoir civique, ce sera plus facile pour les adultes d'en discuter avec eux et les convaincre de l'importance de leur vote. L'école est le reflet de la société future et il faut d'abord que ça parte de là.

Très concrètement, les répondants proposent une série d'actions pour développer les compétences civiques des jeunes.

Démystifier les systèmes politique et électoral

Pour démystifier les systèmes politique et électoral, il faut donner des cours et des ateliers pratiques et participatifs, offrir le plus largement possible l'accès au programme *Électeurs en herbe* dans les écoles, créer des occasions de rencontre et d'échange entre les jeunes et les élus, offrir la possibilité d'effectuer un stage d'observation en suivant l'un de ces élus pendant une journée et embaucher dans les écoles secondaires et les cégeps des ambassadeurs dont le mandat est d'initier les jeunes au processus électoral.

Démystifier le processus électoral avec des cours et simulations.

J'aurais plusieurs discussions avec eux sur le fonctionnement du système et la définition et la raison d'être du politique. Je suis moi-même devenu critique et impliqué en politique en comprenant son caractère nécessaire et émancipateur.

Je leur donnerais un petit cours de politique, les jeunes ont un manque d'information.

[...] suivre un homme ou une femme politique pendant une journée.

Engager des « ambassadeurs » dans les écoles secondaires et les cégeps pour initier les jeunes plus tôt au processus électoral.

Il faut surtout expliquer, défaire les préjugés sur la politique. Démontrer la responsabilité.

Les élus devraient visiter directement les institutions scolaires.

Expliquer le système politique.

Faire des ateliers sur la politique.

Les inviter à des rencontres de politique où ils peuvent s'informer et rencontrer des politiciens.

[...] J'organiserais un vote dans l'école (si c'était possible).

Ateliers de sensibilisation sur la démocratie en se basant sur des exemples internationaux (pourquoi pas les exemples de l'Égypte ?), favoriser l'intégration du programme Électeurs en herbe dans les écoles, etc.

Monter un projet très concret en lien avec la participation citoyenne, et qui inclut la participation des élus (ex. : le présenter au conseil d'arrondissement du quartier), afin de démontrer « qu'on a un impact réel » sur le monde. Utiliser ce levier de base comme outil pour un cours sur la participation civique. Bref, amener la politique plus proche de la vie réelle des jeunes.

Des ateliers participatifs où ils apprennent sur la politique sans que ce soit un « cours ».

Démontrer aux jeunes l'incidence de la politique dans leur quotidien

Pour susciter l'intérêt pour la politique, il faut démontrer aux jeunes l'incidence de celle-ci dans leur quotidien en leur demandant les enjeux qui les interpellent et en établissant des liens entre ces enjeux et les politiques publiques adoptées par les gouvernements. De plus, il faut développer leur esprit critique en organisant régulièrement des occasions d'échange et de débats sur les enjeux de société de manière à ce qu'ils se forgent leur propre opinion et qu'ils puissent analyser de manière critique le discours des médias.

Je leur demanderais d'abord s'ils votent, devant la négative, pourquoi. Je leur demanderais qu'est-ce qui est important à leurs yeux, dans la vie ? Y a-t-il des choses qu'ils aimeraient qu'elles changent Lesquelles ? Comment on peut les changer ? Avec quels moyens ? Qui décident de ces moyens ? Comment influencer les décideurs ? Voter, ça compte ?

Les jeunes ont une opinion. Il faut commencer par poser des questions, voir où ils perçoivent leurs valeurs démocratiques, et partir de là pour apporter les éléments d'information manquante pour qu'ils construisent leur propre idée critique entourant la question de « pourquoi il faut voter ».

Sensibiliser sur l'impact concret des enjeux actuels sur les jeunes.

Ces choix d'aujourd'hui seront les résultats de demain (accès aux hôpitaux, à l'emploi, à la scolarité.)

Montrer l'impact sur leur environnement immédiat des politiques publiques.

Aller les chercher dans leurs intérêts personnels, leur montrer les liens directs avec leur futur.

Je leur démontrerais l'importance qu'occupe le gouvernement et ses décisions dans notre vie de tous les jours.

Leur démontrer les effets des avènements au pouvoir des différents gouvernements pour leur montrer que oui, ça les concerne.

Je leur parlerais de l'implication de la politique dans leur vie.

Susciter une prise de conscience de leur pouvoir d'action [...], [les] interpeller en les amenant à agir dans une cause qui leur tient à cœur.

Démontrer l'impact de la politique dans leur vie de tous les jours, que ce n'est pas qu'un processus lointain de leurs préoccupations.

Je les inciterais à rêver leur monde démocratique idéal et je les éclairerais sur les idéologies en vogue.

Je ferais ressortir les liens entre les lois qui les encadrent (éducation, langue, migration, travail) et leur vie quotidienne tout en démontrant les changements que leur vote peut apporter sur les décisions et les questions touchant les jeunes, simplement par la présence de leur vote.

[...] Les décisions prises aujourd'hui auront un impact sur la vie des jeunes et la société dans laquelle ils travailleront et grandiront... On ne choisit pas nos parents ou notre famille, mais on choisit notre gouvernement.

Présenter les programmes et les enjeux électoraux et en débattre

Pour susciter l'intérêt pour les élections, il faut présenter aux jeunes les programmes des partis politiques et leur permettre de discuter et de débattre des enjeux électoraux non seulement entre eux, mais aussi avec les candidats.

Je leur lirais les programmes des différents partis et on en discuterait ensemble. Encore faudrait-il qu'ils acceptent de prendre du temps pour cette activité sans récompense immédiate... Pour cette raison, je le ferais au secondaire, avec un examen sur les différences entre programmes.

[II] faut d'abord discuter avec eux de leurs connaissances sur le sujet. S'ils n'en ont aucune, ils ne verront pas l'importance d'aller voter. Si on leur en apprend davantage, ils seront plus en mesure de faire un choix en vue de se présenter au bureau de scrutin le jour J.

[...] Leur prémâcher l'info importante.

[E]xpliciter les positions des candidats sur les enjeux.

Je leur ferais un portrait impartial de chacune des options.

Je lui expliquerais les enjeux des élections.

Expliquer les différents partis politiques et leurs différences.

Je leur demanderais ce qu'ils aimeraient changer dans la société. Puis je verrais comment cela peut être relié aux visions de l'un ou l'autre des partis et tenterais de leur faire comprendre la différence que cela pourrait avoir sur leur vision si l'un ou l'autre des partis passe ou pouvoir.

[...] Je leur présenterais les candidats moins connus qui gagneraient à être connus.

Mieux verbaliser les enjeux jeunesse présents dans les plates-formes des partis et mieux connaître les députés.

Développer leur esprit critique

Pour développer l'esprit critique des jeunes, les répondants suggèrent de créer des occasions de discussion et de débats sur les enjeux de société de manière à ce qu'ils se forment leur propre opinion et qu'ils puissent ainsi analyser de manière critique le discours ambiant, notamment celui des médias.

Les inviter à s'informer et à développer un esprit critique sur ce que les médias leur envoient.

[...] Les jeunes ont un manque d'information sur la politique et les médias ne les aident pas à comprendre en s'intéressant davantage au message qu'au message.

J'organiserais de petits cercles de discussion où les jeunes se sentiraient à l'aise d'exprimer leurs interrogations, leurs inquiétudes face à l'avenir et les valeurs qu'ils veulent défendre. J'inviterais à ces cercles des personnalités connues pour jouer le rôle de mentor/animateur afin de briser l'image négative associée à la politique.

Créer des clubs de débats.

J'organiserais un débat entre les parties.

J'organiserais un souper « mangeons comme des rois et écoutons le débat des chefs ». Ce serait suivi quelques semaines après par l'édition « mangeons comme des rois et allons voter » du souper.

Discussion avec les politiciens. Club politique sur les campus.

2^e stratégie : Expliquer l'importance de voter

Outre le développement de compétences civiques, plusieurs répondants insistent sur le fait qu'il faut expliquer en quoi voter est important. En ce sens, plusieurs soutiennent qu'il faut d'abord présenter le vote non seulement comme un droit, mais également comme un devoir, une responsabilité et un privilège. Ensuite, il faut présenter les effets positifs de voter ainsi que négatifs de ne pas le faire. En procédant de cette façon, les répondants estiment que les jeunes seront en mesure de mieux comprendre ce que signifie l'acte de voter ainsi que sa portée.

Concevoir le vote comme un droit, un devoir, une responsabilité et un privilège

Nombreux sont ceux mettant l'accent sur l'idée d'expliquer aux jeunes que le vote n'est pas seulement un droit, mais aussi et surtout un devoir civique, voire une responsabilité individuelle envers la collectivité. Plusieurs réponses font aussi allusion au fait que des millions de gens à travers le monde se battent en ce moment au péril de leur vie pour obtenir le droit de vote ou tout simplement l'exercer et qu'il n'y a pas si longtemps, les femmes et les Premières nations et Inuits n'avaient pas le droit de vote au Québec. En ce sens, le droit de vote doit aussi être vu comme un privilège.

Je leur dirais que c'est notre devoir de donner notre avis sur la façon dont nous voulons que soit géré le monde dans lequel nous vivons et pour faire progresser les choses. Je leur dirais que c'est un grand privilège, un cadeau qui ne se refuse pas parce qu'ailleurs la tyrannie règne et que nous avons l'occasion d'avoir une influence positive ici.

Je leur parlerais de ces personnes, en Haïti par exemple, qui font la file durant des heures pour se prévaloir de leur droit de vote, qui le voient comme une grande chance qui leur est offerte.

Expliquer que le vote est un devoir civique, un signe de notre adhésion à une communauté.

Je l'encouragerais à se prémunir de son droit de vote.

[...] C'est non seulement un devoir de voter, mais également un privilège. Il n'y a pas si longtemps, au Québec, les femmes ne pouvaient pas voter. Alors qu'ailleurs dans le monde, le vote n'est pas encore accessible à tous ou est biaisé de façon à rendre le concept de démocratie caduc [...]

Je leur parlerais de ce que les jeunes ayant participé au printemps arabe ont risqué pour obtenir le droit de vote et vivre en démocratie.

La démocratie est imparfaite, mais précieuse. Tellement de gens meurent pour en avoir. Allez voter en y méditant.

Rappeler les luttes des pays à la recherche de la démocratie (printemps arabe).

[...] Aller voter est toujours un moment intense dans mon cas : quand je mets les pieds dans le bureau de scrutin, je me sens toujours TRÈS privilégiée de pouvoir m'exprimer ainsi sans subir d'intimidation ou que ma vie soit en danger comme c'est le cas dans d'autres pays.

[Mettre] en contexte qu'à une certaine époque, les Premières nations n'avaient pas [le] droit de voter et que c'est comme revenir en arrière de ne pas voter.

Leur rappeler que c'est un devoir de citoyen. La citoyenneté impose des responsabilités comme l'exercice du droit de vote.

Je leur expliquerais l'importance de voter en faisant une comparaison entre les régimes politiques tels que la dictature et la démocratie. Ainsi, je leur montrerais les conséquences que ces deux régimes peuvent avoir sur leur vie quotidienne.

Faire prendre conscience des effets positifs du fait de voter

De nombreux répondants placés dans la situation d'inciter des jeunes de leur entourage à voter seraient portés à leur faire valoir les retombées positives d'un tel geste, tant sur le plan individuel que collectif. Ils soutiennent entre autres que voter est une source de valorisation nous permettant de contribuer à quelque chose qui nous dépasse, de s'exprimer, de participer au devenir de notre collectivité et même de s'impliquer!

[...] C'est valorisant de voter : on a l'impression de participer à un mouvement plus grand que nous, l'impression d'un devoir accompli...

Une sorte de valorisation...

C'est le geste le plus facile, le plus simple qui soit pour s'impliquer dans leur société pour la changer pour le mieux.

En tant que citoyen, le vote est un moyen de participer au devenir de son avenir.

Un vote c'est aussi une action personnelle pour l'avancement de la société.

Voter est une forme d'implication au même titre que d'acheter des produits locaux.

Je leur ferais comprendre que CHAQUE vote est important. Qu'ils ont la possibilité de s'exprimer par ce geste.

Je les sensibiliserais à l'importance du vote comme action collective.

Je leur expliquerais qu'ils font partie de la société et que leur opinion est importante.

À celles et ceux plus sceptiques quant aux retombées réelles de leur vote, plusieurs répondants leur rétorqueraient que chaque vote compte. Si tous les jeunes se présentaient aux urnes, cela inciterait les partis politiques à se préoccuper davantage des enjeux qui interpellent les jeunes tels l'éducation et l'environnement. Un vote massif des jeunes pourrait même modifier l'issue du scrutin! Qui plus est, les répondants sont d'avis qu'annuler son vote ou voter pour un parti marginal, tel le Parti rhinocéros, a plus d'incidence que de ne pas voter, car cela a le mérite d'envoyer un message clair. Enfin, dans un système où les partis politiques reçoivent du financement public, chaque vote compte, car il permet une rétribution au parti politique auquel il est accordé.

Parler de l'importance de voter, dire que le vote fait une différence.

[...] L'espoir, même minime que ce sera notre vote qui fera une différence dans l'élection.

Lorsqu'ils me disent qu'il n'y a personne qui les représente, je leur propose fortement d'aller voter pour montrer leur désaccord, que ce soit en votant pour un très petit parti, ou en annulant [leur] vote, ou, au fédéral, de voter pour rhino.

Leur expliquer l'impact que leur vote peut avoir entre autres par le biais du financement public des partis politiques.

[...] Un vote annulé envoie un message plus fort que de ne pas voter.

Si chacun additionne sa voix, on peut influencer.

Si les gouvernements voyaient les jeunes voter peut-être qu'ils ne sabreraient pas autant dans les budgets d'éducation et ne hausseraient pas les frais de scolarité...

Je lui parlerais des élections du 2 mai pour lui montrer le pouvoir du vote.

Je tenterais de leur démontrer l'influence qu'ils peuvent avoir. Le pourcentage de jeunes qui ne votent pas est suffisamment élevé pour faire pencher la balance.

Les jeunes collectivement peuvent faire la différence.

Je dis aux jeunes qui disent qu'aucun parti politique qui répond à leurs besoins ou valeurs qu'ils devraient au moins annuler leur vote. Ne pas se présenter du tout au scrutin envoie le message que les jeunes n'en ont rien à faire de la politique alors que si la majorité des jeunes se déplaçaient pour annuler leur vote, les politiciens verraient peut-être l'urgence d'impliquer les jeunes dans la politique.

Dans le contexte du système électoral majoritaire à un tour, le fait de voter ne change pas toujours la direction politique d'une société, mais elle a au moins le mérite, parfois, d'envoyer un message clair.

Enfin, à ceux et celles qui ne votent pas parce qu'ils ne se reconnaissent ni dans les partis politiques, ni dans les élus et qu'ils n'adhèrent pas au système électoral, les répondants les inviteraient à s'impliquer, à créer leur propre parti et à se porter candidat de manière à ce que la politique leur ressemble davantage.

[...] S'ils trouvent que ça ne sert à rien de voter en raison de notre mode de scrutin actuel, qu'ils s'impliquent pour que cela change et que leurs idées soient vraiment portées par un parti politique qui siège et qui leur convient.

Puis si t'es pas heureux du choix que t'as pour voter, eh bien commence ton propre parti politique et change les règles, innove ! Quand tout est pareil, ça devient redondant !

Si la société à laquelle tu crois n'est pas celle que tu vois, engage-toi et change-la ! C'est bien beau chialer, mais les choses se changent par l'action ! D'aller voter, c'est ton droit de chialer par la suite.

[...] Si on veut que ça change, on doit s'impliquer.

Je leur dirais que nos élus nous représentent et qu'ils sont à notre image... et que si nous voulons qu'ils nous ressemblent davantage, il faut s'impliquer – dont voter !

Je leur dirais que si le monde va si mal, ils ont pourtant le pouvoir de le changer en votant pour un candidat auquel ils croient... et si aucun candidat ne les satisfait, ils n'ont qu'à se présenter.

Faire prendre conscience des conséquences négatives de l'abstention au vote

Les répondants termineraient leur plaidoyer en faveur de l'exercice du droit de vote en stipulant que s'abstenir de voter « revient à laisser aux autres le pouvoir de décider de notre avenir ». Ne pas voter signifie aussi abdiquer son droit de chialer une fois l'élection passée.

Si vous ne vous occupez pas de politique. La politique s'occupe de vous.

Je leur expliquerais qu'à mon avis, tout est politique et qu'en s'impliquant politiquement, notamment en votant, on participe à choisir dans quel type de société on souhaite vivre.

L'inaction est la pire des actions.

En leur disant simplement la phrase suivante : « L'Histoire ne s'est pas faite avec des gens assis sur leur chaise à ne rien faire! »

L'avenir est entre nos mains. Si on veut que notre société nous ressemble, la première étape est de voter pour un parti ou un candidat qui nous ressemble, qui valorise des idées et des valeurs qui nous ressemblent.

Je pense que les jeunes de ma génération comprendront l'importance de voter et de s'impliquer dans leur collectivité lorsqu'ils réaliseront à quel point les avancées de la génération de Québécois qui nous a précédés sont en train de s'effriter.

[...] Leur expliquer combien, en s'abstenant, ils laissent le pouvoir de décider à des gens qui ne partagent aucunement leurs préoccupations.

Exposer les conséquences négatives concrètes des politiques d'un candidat X; encourager à aller voter pour déloger ce candidat.

[...] Ne pas voter est le meilleur moyen de s'assurer que sa voix ne sera pas prise en compte par les décideurs. C'est d'autant plus le cas avec Stephen Harper qui a obtenu un gouvernement « majoritaire » avec l'appui de... 24 % de la population !

On a beau passer notre jeunesse à se plaindre des choix et décisions que nous imposent la société et les adultes comme on dit, mais si on reste passif rien ne changera, la voix des jeunes doit être entendue pour qu'on puisse façonner le monde de manière à y vivre mieux autant petits et grands, pour aujourd'hui et demain.

Si tu ne votes pas, tu n'as pas le droit de chialer sur les résultats car tu n'y as pas participé.

Enfin, certains auraient recours à des arguments plus alarmistes mettant en relief les conséquences très négatives d'un abstentionnisme généralisé au sein de la population pour convaincre les jeunes de voter. Si la population tourne le dos à la politique et aux élections, les élus jouiront d'une impunité certaine et ils perdront de vue leur fonction principale, à savoir représenter et servir la population.

Parler des dangers liés au désengagement.

J'expliquerais les conséquences d'un taux de participation faible sur l'imputabilité du gouvernement et sur l'importance qu'il accordera [à] servir la population.

Expliquer les conséquences [à prévoir] si tout le monde se met à ne pas voter.

3^e stratégie : Mener des études pour mieux comprendre l'abstention au vote des jeunes

À la question « Si vous aviez à convaincre des jeunes autour de vous de voter, que feriez-vous? », quelques répondants conseillent de poser la question directement aux jeunes en leur demandant pourquoi ils ne votent pas. En documentant leur non-participation électorale, il sera plus facile de déterminer ce qu'il faut faire pour renverser la situation et de les convaincre.

Il faut les choquer, les faire rire et les convaincre avec leurs propres arguments.

Leur poser des questions.

Je leur demanderais s'ils votent, devant la négative, je leur demanderais pourquoi.

S'informer [...] pourquoi ils ne votent pas.

Je tenterais d'abord de comprendre pour quelle(s) raison(s) il ne leur semble pas important de voter, le cas échéant. Je développerais ensuite un argumentaire en conséquence.

4^e stratégie : Procéder à des réformes institutionnelles

Des répondants proposent aussi que des réformes institutionnelles soient effectuées. Il est ici question de réformer le mode de scrutin, d'instaurer le vote électronique et de rendre le vote obligatoire.

Je changerais d'abord le système électoral. Sans une réforme, je n'ai pas d'argument.

Je réformerais le système électoral.

Vote électronique.

Vote obligatoire.

Je rendrais le vote obligatoire durant quelques années.

5^e stratégie : Avoir recours aux médias sociaux et à Internet pour joindre les jeunes

En outre, pour inciter les jeunes à voter, des répondants suggèrent d'avoir recours aux médias sociaux tels que Facebook, Twitter et YouTube et de mener une « campagne virale sur Internet ». À cet égard, nous avons été étonnés du très faible nombre de répondants qui ont fait allusion à ces techniques de mobilisation pour joindre les jeunes afin de les amener à voter en plus grand nombre. Un tel constat porte à réflexion. Les médias sociaux et Internet ne seraient peut-être pas la panacée que certains suggèrent en matière de participation électorale des jeunes.

Je les encouragerais via Facebook

Mener une campagne virale sur Internet, en utilisant massivement YouTube, Facebook et Twitter. Créer du matériel d'information sur le processus électoral auquel les jeunes puissent s'identifier.

J'en parle aussi dans les réseaux sociaux...

Faits saillants sur ce qui devrait être fait pour augmenter le vote des jeunes

Dans cette section, nous avons présenté une synthèse analytique des réponses au sondage se rapportant à la deuxième question ouverte de notre sondage. Nous cherchions à savoir ce que feraient les répondants s'ils avaient à convaincre des jeunes autour d'eux de voter. Cette question nous paraissait très pertinente dans la mesure où notre mandat ultime consiste à élaborer une stratégie visant à augmenter la participation électorale des jeunes Québécois. Ainsi, demander l'avis des principaux intéressés nous semblait incontournable.

De l'analyse des réponses à cette question, nous avons dégagé cinq types de stratégie. Nous vous les présentons par ordre d'importance : (1) développer les compétences civiques des jeunes en démystifiant les systèmes politique et électoral, en démontrant aux jeunes l'incidence de la politique dans leur quotidien, en présentant et en débattant des programmes électoraux et, plus largement en développant leur esprit critique; (2) expliquer l'importance de voter en amenant les jeunes à concevoir le vote non seulement comme un droit, mais également comme un devoir, une responsabilité et un privilège et en leur faisant prendre conscience des retombées positives du fait de voter et négatives

de ne pas le faire; (3) mener des études pour mieux comprendre l'abstention au vote des jeunes afin de pouvoir mieux intervenir; (4) procéder à des réformes institutionnelles telles qu'intégrer des éléments de proportionnalité dans le mode de scrutin actuel, instaurer le vote électronique et rendre le vote obligatoire; (5) avoir recours aux médias sociaux et à Internet pour joindre les jeunes. À cet égard, mentionnons que nous avons été étonnés du très faible nombre de répondants qui ont fait allusion à ces techniques de mobilisation virtuelles pour augmenter le vote des jeunes. Un tel constat porte à réflexion. Les médias sociaux et Internet ne seraient peut-être pas la panacée que certains suggèrent en matière de participation électorale des jeunes...

Quelles personnalités devraient être interviewées dans un vox pop?

Dans notre sondage, une question ouverte concernait spécifiquement la question de la production d'un vox pop. Nous avons demandé à nos jeunes répondants de nous suggérer des noms de personnalités que nous devrions interviewer afin de convaincre les jeunes d'aller voter. Avant toute chose, mentionnons qu'encore une fois, plusieurs répondants nous ont mentionné qu'une telle mesure n'est pas une panacée au déclin de la participation électorale.

Voyons de plus près ce que nos jeunes répondants ont à dire. À la lecture de leurs réponses, nous observons que la plupart des personnalités suggérées ne sont pas liées à la politique et qu'elles proviennent d'une diversité de milieux : humour, arts (chanteur et acteur), sport professionnel, environnement, politique et des affaires. La logique sous-jacente est de démontrer qu'une diversité de personnes qui ne prennent pas la parole en temps normal sur la politique disent pourquoi elles considèrent important de voter. Cette idée semble aller dans le sens du vox pop américain « Don't vote ».

Des sportifs, artistes et gens d'affaires qui ne sont pas associés à la politique. [...] Il faut montrer que ceux qui ne parlent pas de politique s'y intéressent et votent.

Toutefois, certains nous mettent en garde en rappelant qu'au-delà du messenger (de la personnalité), ce qui importe c'est le message, plus précisément les arguments énoncés pour convaincre les jeunes à l'importance de voter. Au chapitre des messages, nous vous invitons à consulter la sous-section du présent document intitulée « 2^e stratégie : Expliquer l'importance de voter ». Nous y présentons les divers types d'arguments que les répondants ont énoncés pour convaincre les jeunes autour d'eux d'aller voter.

Personne en particulier, ce n'est pas les personnalités qui comptent. C'est le bon sens de l'argument qui va servir à convaincre. Si Mitsou me dit d'aller voter, ça ne vaut pas plus à mes yeux que si c'était mon voisin qui me l'aurait dit.

Il faut interpellier les jeunes sur des enjeux politiques, pas se limiter à leur dire que « voter, c'est bien ». Vous prenez la question dans le mauvais sens.

Tableau 8 : Présentation des personnalités suggérées par les répondants pour le vox pop par catégorie d'appartenance

Catégorie	Personnalité
Humoristes	Louis-José Houde (8), Martin Matte (3), André Sauvé, Réal Béland (2), Marc Labrèche (2).
Artistes	Marie-Mai (7), Les Cowboys Fringants (7), Loco Locass (6), Arcade Fire (3), Samian, Simple Plan (3), Les Trois Accords (2), Fred Pellerin, Yann Perreault, Karkwa, �lisapie Isaac, Mes Aieux, Gilles Vigneault, Vincent Vallières.
Comédiens	Mariloup Wolf (5), Guillaume Lemay-Thivierge (5), Roy Dupuis (3), les participants et participantes d'occupation double (3), Claude Legault (2), Passe-Montagne, VRAK télé, Musique Plus, Guy A. Lepage, des candidats de Star Académie.
Personnes engagées	Laure Waridel (8), Steven Guilbault (4), Hugo Latulippe (2), Michel Venne (2), des gens des causes sociales (FRAPRU, Équiterre, ATSA, Dr Julien, etc.), Armand Vaillancourt, David Suzuki, Hubert Reeves.
Politiciens	Amir Khadir (7), Françoise David (2), Jean-Martin Aussant, Régis Labeaume, Pierre Curzi, Roméo Saganash, Gilles Duceppe, Denis Coderre, Justin Trudeau, Jean Charest.
Sportifs	Des joueurs des Canadiens de Montréal (une dizaine de fois), Georges St-Pierre (2), Sidney Crosby, Joannie Rochette.
Journalistes, chroniqueurs et blogueurs	Jean-François Lis�e, André Pratte, Jean Lapierre, Mario Dumont, Marie-France Bazzo, Jean-René Dufort, Josée Legault, Éric Duhaime, Gérard Fillion.
Gens d'affaires	Pierre-Karl Péladeau (2), Mark Zuckerberg.
M. et Mme tout le monde	Travailleurs, étudiants, des immigrants n'ayant pas droit de vote dans leur pays d'origine.
Autres	Directeur général des élections (2).

  la lumière de ce tableau, les personnalités dont le nom est revenu le plus souvent sont les suivantes : Laure Waridel (8), Louis-José Houde (8), Amir Khadir (7), Marie-Mai (7), Les Cowboys Fringants (7), Loco Locass (6), Mariloup Wolf (5), Guillaume Lemay-Thivierge (5), Steven Guilbault (4) et l'idée de demander   des joueurs des Canadiens de Montréal est revenue une dizaine de fois.

Bibliographie

BARNES, André. *La participation électorale des jeunes au Canada 1. Tendances et bilan*, Publication n° 2010-19-F, le 7 avril 2010, Bibliothèque du Parlement, 7 pages.

BLAIS, André et Peter LOEWEN, *Participation électorale des jeunes au Canada*, Élections Canada, janvier 2011, 30 pages.

BLAIS, André et al., *Étude sur la participation électorale des jeunes Montréalais. Rapport final*, Étude réalisée à la demande du Forum jeunesse de l'île de Montréal, 2008, 100 pages.

BLAIS, André et al., *Pourquoi le taux de participation est-il plus élevé dans certains pays que d'autres?*, Élections Canada, Mars 2003, 28 pages.

CLARKE, Amanda. *Les médias sociaux – 4. Utilisations politiques et conséquences pour la démocratie représentative*, Publication n° 2010-10-F, le 22 mars 2010, 14 pages.

COMMISSION DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Révision du rôle et des responsabilités des commissions permanentes. Document de consultation, Ville de Montréal, avril 2010, 8 pages.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC, *Jeunes électeurs*, page consultée le 4 novembre 2011, <http://www.jeuneselecteurs.qc.ca/archives/67.html>.

DUVAL, Dominic. *Études électorales. Recension des écrits sur la participation électorale*, Directeur général des élections du Québec, 2005, 123 pages.

FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, *Élections fédérales 2011 : Le 2 mai, les jeunes Montréalaises et Montréalais répondent « Présents! »*, Communiqué de presse, 26 avril 2011.

FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL, *Thème : la participation électorale, enjeux et solutions*, Rapport de Mission en Belgique du 31 janvier au 11 février 2008, 2008, 27 pages.

ÉLECTIONS CANADA, *Estimation du taux de participation par groupes d'âge à l'élection générale fédérale de 2008*, 2008, 14 pages.

GÉLINEAU, François et Alexandre MORIN-CHASSÉ, *Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008, Étude réalisée pour le Directeur général des élections du Québec*, Cahiers de recherche électorale et parlementaire, Numéro 1, Novembre 2009, 65 pages.

MÉNARD, Marion. *La participation électorale des jeunes au Canada – 2. Déterminants et interventions*, Bibliothèque du Parlement, Publication n° 2010-21-F, le 20 avril 2010, 7 pages.

MILNER, Henry. *The Internet Generation : Engaged Citizens or Political Dropouts*, Tufts University Press, 2010, 294 pages.

MILNER Henry, *La compétence civique*, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 388 pages.

PAMMETT, Jon H. et Lawrence LEDUC, *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants*, Élections Canada, 2003, 75 pages.

STATISTIQUE CANADA, *Raisons de l'abstention au vote lors des élections fédérales du 2 mai 2011*, Communiqué, le mardi 5 juillet 2011.

UNIVERSITÉ DE CARLETON, *Une analyse comparative du vote électronique*, Préparé pour Élections Canada par le Dialogue transatlantique Canada-Europe, février 2010, 70 pages.

Annexe : Questionnaire du sondage sur la participation électorale des jeunes auprès des anciens participants des Écoles d'été l'INM

1. Êtes-vous citoyen canadien ? Oui ou non.
2. À quel groupe d'âge appartenez-vous ? Cochez.
 - 17 ans ou -
 - 18-24 ans
 - 25-34 ans
 - 35 ans et +
3. Lors de la dernière élection fédérale, tenue le lundi 2 mai 2011, avez-vous voté ? Oui ou non.
4. Pour ceux ayant voté, quel(s) motif(s) ont joué un rôle dans la décision de voter ? Totallement en accord, partiellement en accord, partiellement en désaccord et totalement en désaccord.
 - Vous considérez que voter est un devoir.
 - Vous considérez que votre vote pouvait faire la différence.
 - Vous avez voté parce que vous aimez un parti, un chef ou un candidat.
 - Vous avez voté parce que vous le faites par habitude.
 - Vous avez voté parce que c'est important aux yeux de vos amis et de votre famille.
5. Pour ceux n'ayant pas voté, quel(s) motif(s) ont joué un rôle dans la décision de ne pas voter ? Totallement en accord, partiellement en accord, partiellement en désaccord et totalement en désaccord.
 - Vous pensez qu'il y a beaucoup trop d'élections.
 - Vous étiez trop occupé par votre travail.
 - Vous n'aimez aucun candidat ou aucun des partis politiques.
 - Vous pensiez que votre vote n'avait pas d'importance.
 - Vous ne vous sentiez pas concerné par les enjeux de la campagne électorale.
 - Vous étiez à l'extérieur de la ville.
 - Le jour et les heures de l'élection ne vous convenaient pas.
 - Votre nom n'était pas inscrit sur la liste des électeurs.
 - Vous étiez malade.
 - Les conditions météo vous ont empêché de vous déplacer.
 - Vous ne saviez pas où ni quand aller voter.
 - Le bureau de vote était trop loin de chez vous.
 - Vous ne disposiez pas de connaissances suffisantes des systèmes politique et gouvernemental.
 - Vous étiez mineur.

6. En période électorale, quelles sont vos principales sources d'information ?
Cochez (vous pouvez cocher plus d'une réponse).
 - Bulletins de nouvelles (télévision et radio)
 - Journaux papier
 - Sites Internet de nouvelles et blogues
 - Réseaux sociaux (Facebook et Twitter)
 - Colloques, événements, formations
 - Discussion avec l'entourage
 - Aucune
 - Autre(s). Précisez :
7. Lors de la dernière élection fédérale canadienne, avez-vous regardé le débat télévisé des chefs ? Oui ou non.
8. Considérez-vous le fait de voter principalement comme un choix ou un devoir ?
Cochez l'une ou l'autre de ces réponses.
 - Choix
 - Devoir
9. Dans quelle mesure vous considérez-vous intéressé par la politique ? Très, modérément, peu, pas du tout.
10. Dans quelle mesure vous considérez-vous informé sur la politique ? Très, modérément, peu, pas du tout.
11. Selon votre compréhension, à quoi réfère principalement le terme « politique » ?
Cochez (vous pouvez cocher plus d'une réponse).
 - Politiciens
 - Partis politiques
 - Gouvernement
 - Fonction publique
 - Affaires publiques
 - Société civile
 - Organisme à but non lucratif
 - Participation citoyenne
 - Engagement
 - Autre(s). Précisez :
12. Lorsque vous étiez enfant, est-ce que vous discutiez de politique et d'actualité à la maison ? Très souvent, souvent, rarement, jamais.
13. Et à présent, est-ce que vous discutez de politique et d'actualité avec votre famille ou vos amis ? Très souvent, souvent, rarement, jamais.
14. Êtes-vous actuellement engagé au sein d'un organisme ou d'une cause ou l'avez-vous déjà été ? Oui ou non.

15. Quels sont les enjeux qui vous interpellent ? Beaucoup, moyennement, peu, pas du tout.
- Économie et travail
 - Santé
 - Éducation
 - Environnement
 - Ressources naturelles
 - Fiscalité
 - Développement local et régional
 - Arts et culture
 - Immigration et relations interculturelles
 - Famille
 - Affaires autochtones
 - Démocratie
16. On a souvent observé que les jeunes étaient moins susceptibles de voter aux élections que les personnes plus âgées. Selon vous, pourquoi en est-il ainsi ? Question ouverte non obligatoire.
17. Selon vous, les mesures suivantes sont-elles susceptibles d'augmenter le vote des jeunes ? Fort probablement, probablement, peu probable, fort peu probable.
- Accorder plus de place à l'éducation civique au primaire et au secondaire.
 - Organiser des simulations d'élections dans les écoles secondaires.
 - Organiser des simulations parlementaires au secondaire, au cégep et à l'université.
 - Visiter l'Assemblée nationale.
 - Rencontrer et échanger avec les élus.
 - Créer un cours obligatoire au cégep sur les systèmes politique et électoral québécois et canadiens.
 - Souligner officiellement (certificat et cérémonie) l'arrivée à la majorité.
 - Produire une campagne publicitaire télévisuelle sur l'importance de voter.
 - Produire un vox pop avec des personnalités sur l'importance de voter.
 - Mener une campagne de sensibilisation électronique dans les réseaux sociaux.
 - Mettre en ligne un site Internet de type « Politique 101 ».
 - Organiser des activités délibératives virtuelles sur les enjeux électoraux.
 - Organiser dans les cégeps et les universités des activités de débats entre les candidats.
 - Permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université.
 - Permettre le vote électronique.
 - Rendre le vote obligatoire.
 - Permettre aux partis politiques de créer des comités étudiants dans les cégeps et les universités.
 - Réformer le système électoral en intégrant des éléments de proportionnalité.
 - Valoriser et encourager la participation citoyenne.

18. Si vous aviez à convaincre des jeunes autour de vous de voter, que feriez-vous ?
Question ouverte non obligatoire.
19. Dans le contexte de la production d'un vox pop visant à convaincre les jeunes à l'importance de voter, quelles personnalités devraient être interviewées ?
Question ouverte non obligatoire.
20. Quel est votre sexe ? Femme ou homme.
21. Êtes-vous né au Canada ? Oui ou non.
22. Quelle est votre langue maternelle ? Cochez.
- Français
 - Anglais
 - Autre. Précisez.
23. Êtes-vous membre des Premières nations et Inuits ? Oui ou non.
24. Dans quelle région administrative résidez-vous ?
- Bas-Saint-Laurent
 - Saguenay–Lac-Saint-Jean
 - Capitale-Nationale
 - Mauricie
 - Estrie
 - Montréal
 - Outaouais
 - Abitibi-Témiscamingue
 - Côte-Nord
 - Nord-du-Québec
 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
 - Chaudière-Appalaches
 - Laval
 - Lanaudière
 - Laurentides
 - Montérégie
 - Centre-du-Québec
25. Quel est votre plus haut niveau de scolarité complété ? Cochez.
- Aucun
 - Diplôme d'études secondaires
 - Diplôme d'études professionnelles
 - Attestation d'études collégiales
 - Diplôme d'études collégiales
 - Diplôme d'études universitaires – premier cycle
 - Diplôme d'études universitaires – deuxième cycle
 - Diplôme d'études universitaires – troisième cycle

